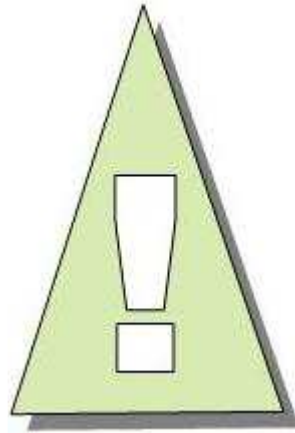


LA NOUVELLE EXTREME DROITE

Une extrême-droite peut en cacher une autre...



- par Jean Robin, septembre 2009 -

Présentation.....	2
Avant-propos.....	3
Introduction.....	4
Les 4 piliers de la nouvelle extrême-droite.....	10
Négation du vote et de la représentation nationale.....	13
L'obsession de la race.....	18
Soutien à l'intégrisme religieux.....	29
L'islam.....	29
Le Blasphème.....	36
Le Nouvel Ordre Moral.....	37
Interdiction du débat.....	40
Conclusion.....	45
Annexe : politique fiction.....	48
Rappel.....	49

Présentation

Cet ouvrage de Jean Robin vous est offert par les Editions Tatamis, dont il est le gérant.

Lisez-le, téléchargez-le, envoyez-le, offrez-le, faites-le lire, il est en version numérique pour qu'un maximum de personnes puissent le lire et le faire lire. 50 pages, en 1h ou 2 vous l'aurez terminé, et en 3 minutes vous l'aurez imprimé si vous préférez lire sur papier (choisissez l'option impression rapide pour économiser de l'encre).

Nous avons opté pour ce format car nous pensons qu'il s'agit d'un livre et d'un concept majeurs, que chacun devrait au moins connaître sinon partager. Vous verrez, c'est un véritable changement de paradigme, toute notre vision politique s'en trouve changée, quel que soit notre camp.

Les Editions Tatamis ont été créées en avril 2006 pour permettre à des manuscrits refusés partout ailleurs pour de mauvaises raisons (politiquement correct, pressions diverses) bien que légaux et souvent d'actualité d'être publiés.

Vous pouvez faire un don aux Editions Tatamis par paypal à l'adresse suivante :
editions.tatamis@gmail.com

Vous pouvez aussi vous procurer un ou plusieurs ouvrages des Editions Tatamis sur le site :
<http://www.tatamis.fr>

Vous pouvez enfin souscrire pour 5 ans aux Editions Tatamis, et recevoir tous les livres déjà parus et tous les livres à paraître aux Editions Tatamis pendant 5 ans :
<http://www.tatamis.fr/virtuelle.php/id/111214>

Merci pour votre soutien, Tatamis ne repose que sur ses lecteurs, souscripteurs et généreux donateurs pour vivre.

Bonne lecture.

PS : ce livre a vocation à être lu dans le monde entier mais aussi dans toutes les langues possibles, donc des traducteurs bénévoles sont les bienvenus pour traduire et adapter ce livre dans leur langue maternelle. Ils peuvent se manifester une fois que la traduction est faite à l'e-mail editions.tatamis@gmail.com, nous ferons la publicité de ces versions-là aussi.

Introduction

Où en est l'extrême-droite française ?

Le Front National, qui incarne officiellement cette tendance en France depuis 1972, et sa création par Jean-Marie Le Pen², est en train de disparaître du paysage politique français. Divisions (Mégret en 1998, Bompard en 2005, Lang et Martinez en 2009), déclin et vieillissement du chef historique, reprise de thématiques frontistes par Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2007, ont fini par avoir raison de ce qu'on qualifie généralement d'extrême-droite en France. La fille du chef, Marine, a beau clamer que le FN n'est pas mort, et que le cadavre bouge encore, le moins que l'on puisse dire est qu'il est au moins mourant, et en cours de décomposition.

Maintenant que l'ancienne extrême-droite disparaît, une nouvelle extrême-droite apparaît telle qu'elle a toujours été, mais sans le faux-semblant du FN ni l'alibi de Le Pen. Les masques tombent en même temps que les épouvantails. Le FN avait permis pendant tout ce temps de faire diversion quant à l'existence de la nouvelle extrême-droite, tout en justifiant son renforcement, comme ce livre a pour but de le démontrer. Pour résumer brièvement en attendant le développement qui suivra dans les prochains chapitres, la nouvelle extrême-droite est le parti de ceux qui se sont servis du FN pour justifier et imposer par soumission librement consentie du peuple une politique basée sur la race, l'interdiction du débat, l'intégrisme religieux et la négation du vote et de la représentation nationale.

Étant gaulliste, je ne me suis jamais senti en adéquation avec le FN. Ce parti fit dès le départ un amalgame permanent entre les bonnes idées nationales et les mauvaises idées nationalistes. Entre un discours de vérité, et un discours de mensonge. Entre une posture responsable, et une autre irresponsable. Jean-Marie Le Pen s'est voulu l'incarnation, pourrait-on dire, de De Gaulle et de Pétain à la fois. Mais l'homme étant jugé pour ses délits et non pour son courage, on a retenu que Le Pen était Pétain, mais non pas qu'il était, en quelque sorte, de Gaulle aussi. Ainsi le FN est arrivé à 18% grâce à Le Pen, et il n'a jamais pu dépasser 18% à cause de Le Pen.

Jean-Marie Le Pen lui-même a donc largement contribué à la diabolisation dont il s'est dit la victime, en effaçant le peu d'image gaulliste qu'il restait encore de lui dans l'opinion. A chaque déclaration gaullienne, sur l'entrepreneuriat, le social ou la sécurité, succédait une saillie pétainiste, sur « Durafour crématoire », l'occupation allemande « pas particulièrement inhumaine » ou l'inégalité des races. Sans parler des « 3 millions de chômeurs, ce sont 3 millions d'immigrés de trop », slogan phare du FN dans les années 80 et 90. Contrairement à ce qu'il dit aujourd'hui, la cible du FN n'était pas l'immigration, mais bel et bien les immigrés.

Par cette attitude aussi irresponsable que stupéfiante, Le Pen devenait complice d'un crime de l'esprit : défendre une idée de De Gaulle revenait à défendre aussi toutes les idées de Pétain. Et les électeurs ou sympathisants du FN étaient automatiquement assimilés à leur chef, donc exclus du reste de la société (alors qu'ils condamnaient eux-mêmes souvent ses outrances). Cette équation « électeurs FN = sous-hommes » n'a changé qu'assez récemment (même si ce changement est encore loin d'être généralisé). Prenons l'exemple de l'ancien directeur de *Marianne* Jean-François Kahn, qui donne une idée de l'évolution lente des mentalités dans notre pays :

² Bien qu'il ait parfois nié cette étiquette : « J'ai toujours contesté l'étiquette qui nous est accolée, sans notre accord, d'extrême-droite. » TF1, 15.01.1982. Il parle plus volontiers de « droite nationale et populaire », comme sur le plateau de Ripostes le 26.11.2006

1988 : « Les électeurs du Front National sont très cons : ce qui les caractérise, c'est leur idiotie totale, c'est leur inculture. [...] Le vote Front national est un vote délinquant. »³

2001 : « Quelqu'un qui n'est pas du tout électeur du Front National, mais qui est confronté à un problème d'insécurité, ou à un problème d'immigration sauvage, et qui s'exprime, qui exprime de façon un peu maladroitement, quelqu'un du peuple, sa réaction un peu viscérale vis-à-vis de l'insécurité ou du Front National, on le lepénise ! On lui dit "vous êtes un fasciste" ! Au lieu de prendre en considération ce qu'il dit, "vous êtes un fasciste", "vous êtes un raciste". Et le type il dit "Ah bon ? C'est ça le fascisme ? C'est ça le racisme ? Ben alors, soyons raciste, ou soyons fasciste !" Et il vote Front National. Donc c'est l'inverse : on fabrique des électeurs du Front National. »⁴

Kahn reconnaît donc implicitement avoir participé à la fabrication d'électeurs du FN...

Ce phénomène se doublait d'un chantage à la « lepénisation » envers toute personne - n'étant pas d'extrême-droite - qui remettait en cause les dogmes du politiquement correct. Nous sortons à peine de cette pensée unique, en particulier avec les efforts de Nicolas Sarkozy pour reprendre à son compte en 2007 les idées républicaines de Le Pen, et lui laisser les autres. Hélas, c'est loin d'être aussi simple...

Le pouvoir politique s'est servi depuis plus de 30 ans du FN pour imposer au peuple des concepts extrémistes, tout en bénéficiant de l'excuse de devoir lutter contre l'extrémisme. Ce n'est pas un hasard si François Mitterrand lui-même favorisa la montée du FN, comme l'ont reconnu des dizaines de commentateurs, parmi lesquels Emmanuel Todd et Eric Zemmour, et même des hommes politiques de premier rang tel que François Bayrou⁵. Les excès racistes récurrents du leader du FN permettaient de justifier tous les excès contraires. La France vit donc dans l'excès depuis 30 ans, coincée entre une ancienne extrême-droite qui n'a jamais été au pouvoir et une nouvelle extrême-droite dont on commence seulement à découvrir qu'elle y est depuis longtemps.

Les contributeurs de l'excellent site Riposte Laïque analysent fort bien cet emploi abusif de ce qu'ils appellent « l'arme Le Pen » :

« Quelle aubaine pour toute la gauche bien-pensante, et pour la droite européiste, que celui qui défend la Nation, la Marseillaise, et critique l'immigration soit un militant d'extrême droite, dont le parti a recueilli nombre d'anciens collaborateurs. Quelle chance pour le système que celui qui a soutenu le coup d'Etat de Pinochet au Chili, et approuvé l'apartheid en Afrique du Sud ait progressé à chaque élection, et soit arrivé au deuxième tour en 2002. Vous défendez la Nation et la République : Le Pen ! Vous êtes contre Maastricht : Le Pen ! Vous êtes pour une maîtrise de l'immigration : Le Pen ! Vous dénoncez les violences dans les quartiers : Le Pen ! Vous remarquez qu'elles sont souvent le fait des enfants de l'immigration post-coloniale : Le Pen ! Vous êtes contre le voile dans les écoles : Le Pen !

Le leader du Front national a permis, par le discrédit de son personnage, à l'UMPS, pendant trente ans :

- d'imposer la construction européenne aux Français.
- d'imposer une immigration (surtout de peuplement) sans intégration, dont on voit aujourd'hui les conséquences quotidiennes.
- d'implanter l'islam (dont on se rend compte de plus en plus des objectifs conquérants).

Le comble est que Le Pen se dit l'ami du régime des ayatollahs, en Iran, et qu'il a été invité à célébrer le 30^{ème} anniversaire de la révolution iranienne ! »⁶

Avec le recul, les exemples de propagande contre le FN abondent aujourd'hui, et témoignent d'un acharnement du pouvoir à faire de ce parti l'incarnation du mal absolu contre lequel il

³ Jean-François Kahn, *Que faire de l'extrême-droite ?*, éditions du Parti Républicain, 1988.

⁴ Jean-François Kahn, interview dans le documentaire "La dictature de la pensée unique", B-mol édition (2000), diffusé le 2 Novembre 2001 sur la chaîne Histoire.

⁵ Le 20.03.2009 sur BFM TV

⁶ Riposte Laïque, édito n°88 de Cyrano, 11.05.2009

faut lutter de manière totale... et totalitaire. Un seul exemple suffira. Vingt ans après l'affaire des tombes juives profanées de Carpentras, on sait parfaitement aujourd'hui qu'il s'agissait d'une manipulation du pouvoir socialiste pour consolider l'image du FN en parti abominable, antisémite et d'extrême-droite.

On se rend compte, stupéfait, que la stratégie de manipulation mise en œuvre contre le FN est exactement la même que celle mise en œuvre contre l'ennemi en temps de guerre. Anne Morelli, dans son livre *Principes élémentaires de propagande de guerre* paru en 2001, énonçait les 10 principes suivants :

- « 1 Nous ne voulons pas la guerre
- 2 Le camp adverse est le seul responsable de la guerre
- 3 Le chef du camp adverse a le visage du diable (ou « l'affreux de service »)
- 4 C'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers
- 5 L'ennemi provoque sciemment des atrocités, et si nous commettons des bavures c'est involontairement
- 6 L'ennemi utilise des armes non autorisées
- 7 Nous subissons très peu de pertes, les pertes de l'ennemi sont énormes
- 8 Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause
- 9 Notre cause à un caractère sacré
- 10 Ceux (et celles) qui mettent en doute notre propagande sont des traîtres. »

A part les points 6 et 7, qui ne peuvent concerner que la guerre physique, tous les autres points se retrouvent dans la propagande qui a fait du FN l'ennemi à abattre. Combien de fois a-t-on entendu que le FN allait prendre le pouvoir démocratiquement, comme Hitler en 33 ?

Comme Anne Morelli, notre but n'est pas de défendre le parti mis en cause, nous la citerons donc en précisant que nous partageons le même objectif qu'elle : « Je ne tenterai pas de sonder la pureté des intentions des uns ou des autres. Je ne cherche pas ici à savoir qui ment et qui dit la vérité, qui est de bonne foi et qui ne l'est pas. Mon seul propos est d'illustrer les principes de propagande, unanimement utilisés, et d'en décrire les mécanismes. »⁷

Quelques esprits (temporairement) courageux ont pourtant essayé de dire la vérité, à savoir que Le Pen et le FN n'étaient ni le diable, ni la réincarnation de Pétain ou d'Hitler. Mais la pression fut si forte contre ces esprits-là, pourtant insoupçonnables, qu'ils durent rapidement abjurer. L'exemple sans doute le plus frappant est celui de Serge Moati, fameux journaliste et réalisateur de la télévision française, qui osa déclarer dans *le Journal du Dimanche* : « Le Pen est un homme sympathique, marrant et cultivé. [...] Il a quelque chose de ces grands bonshommes que l'Histoire traverse et qui traversent l'Histoire. C'est un peu le Mitterrand de son camp, parvenu à fédérer à une époque où la mode était à la gauche. Enfin, c'est un grand orateur et comme je suis sensible au verbe pour avoir beaucoup travaillé avec Mitterrand, je peux me laisser embarquer. [...] On aurait dû l'écouter. Il a été le premier à parler de la dissolution de l'identité française ; de l'Europe qui prend le pas sur la France, où ne se prennent plus les décisions qui la concernent ; de l'appauvrissement, de la fragilité des petites classes moyennes d'ouvriers et d'employés, qui massivement sont allées le rejoindre. »⁸

Ce fut la curée, on le menaça de licenciement, et Moati n'a depuis eu de cesse de dire pis que pendre sur Jean-Marie Le Pen pour qu'aucun doute n'existe sur ses opinions personnelles sur celui qui s'appelle en rigolant « Belzébuth ». En 2009, il interviewa sa fille Marine en lui rappelant près d'une dizaine de fois que son père avait déclaré que les chambres à gaz étaient un détail de l'histoire de la 2nde Guerre Mondiale, et lui demandant si elle désapprouvait ces propos. Il conclut ainsi : « Etant moi-même fils de ce détail, j'aimerais savoir, ok ? »

⁷ Morelli, Anne, « *Principes élémentaires de propagande de guerre* », Bruxelles, Labor, 2001, p. 6.

⁸ JDD, 26.11.2006

Le philosophe Alain Finkielkraut quant à lui fut à l'origine de trois déclarations majeures sur Le Pen, qui pour une fois tendaient à se baser sur la raison plus que sur l'émotion. La première déclaration est la sienne, pour fustiger l'interdiction du débat :

« Loi Gayssot ou pas, la phrase horrible de Jean-Marie Le Pen, les chambres à gaz sont un détail de l'histoire, ne relève pas des tribunaux. Ce n'est pas une phrase de recherche, je sais ce qu'il veut dire, tout le monde sait ce qu'il veut dire. Mais on peut dire il y a eu 50 millions de morts, là il y en a eu 3 à 4 millions dans les chambres à gaz, c'est un détail. On peut le dire. C'est horrible à entendre, évidemment, la liberté d'expression c'est aussi pour les autres. C'est donc faire l'épreuve de tout ce qu'on n'a pas envie d'entendre. Ce n'est pas la négation d'une vérité factuelle, c'est une appréciation. Une appréciation abominable, mais qui ne relève pas des tribunaux. »⁹

La seconde est encore la sienne, une expression puissante et efficace pour différencier le FN de ses thèses : « ne pas faire le cadeau du réel au FN. » Qu'il s'agisse du racisme anti-blanc, des dégâts d'une immigration incontrôlée ou de l'antiracisme idéologique et unilatéral, le philosophe offrait ainsi une arme rhétorique implacable pour contrer la nouvelle extrême-droite. Oui, le FN n'est pas propriétaire des thématiques dont il parle, et aborder l'immigration ou l'antiracisme d'une manière ferme ne revient pas à « chasser sur les terres du Front National » mais bien à s'occuper du réel.

Le philosophe est à l'origine de la troisième déclaration, celle de l'ancien Premier Ministre Lionel Jospin, à son micro sur France Culture : « Pendant toutes les années du mitterrandisme, nous n'avons jamais été face à une menace fasciste et donc, tout antifascisme n'était que du théâtre. Nous avons été face à un parti, le Front National, qui était un parti d'extrême droite, un parti populiste aussi à sa façon, mais nous n'avons jamais été dans une situation de menace fasciste et même pas face à un parti fasciste. »¹⁰

Déclaration à la fois surprenante et contradictoire, en fait. Surprenante car Jospin a lui-même participé à ce théâtre sous Mitterrand. Contradictoire car le terme même d'extrême-droite est aujourd'hui assimilé et amalgamé avec celui de fascisme du fait précisément du théâtre anti-fasciste qui a lieu contre le FN depuis 30 ans.

Or le parti de Jean-Marie Le Pen s'est toujours plié à la logique du suffrage universel, y compris dans les cas où il lui était très défavorable. Ainsi aux élections législatives, le FN n'a jamais eu plus de quelques députés. Mis à part celles de 1986 où plus d'une trentaine de députés FN firent leur entrée à l'Assemblée nationale à la faveur de l'instauration temporaire de la proportionnelle par François Mitterrand.

Le parti de Jean-Marie Le Pen n'a jamais été interdit, même si son chef a été condamné en justice à de nombreuses reprises. Ainsi, soit le FN était anti-démocratique et il fallait le faire interdire, soit il était démocratique et rien ne justifiait sa mise à l'écart de l'arc prétendument républicain. C'est pourtant cette politique dite du « cordon sanitaire » qui a été mise en œuvre par la gauche et la droite réunies. Desproges l'a bien résumée : « Cet homme-là n'est pas humain. Il y a plus d'humanité dans l'œil d'un chien qui remue sa queue que dans la queue de Le Pen qui remue son œil. » Cet homme-là n'est pas humain. Et cela n'a été condamné par personne, on reprend d'ailleurs souvent cette citation, en oubliant avantageusement la première phrase.

Ainsi le FN, par les abus répétés et insupportables de son chef, s'enfermait dans son image d'extrême-droite et représentait l'opposant politique rêvé. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Alors s'il dit lui-même qu'il a la rage... Il faut dire que le pouvoir mitterrandien d'abord, chiraquien ensuite, ont trouvé dans l'épouvantail du FN un formidable allié et un pouvoir de relativisation de leur politique. Mitterrand avait été décoré de la francisque par Pétain, et comptait parmi ses amis les plus fidèles et les plus proches un certain Bousquet,

⁹ LCP Assemblée Nationale, 24.06.2008, débat sur les lois mémorielles à l'Assemblée Nationale

¹⁰ Lionel Jospin, *Répliques*, France Culture, animé par Alain Finkielkraut, 29.09.07

qui organisa la rafle du Vel d'Hiv ? Les saillies antisémites de Le Pen étaient là pour faire oublier tout ça, et offraient une occasion rêvée de s'opposer à toutes ces idées nauséabondes, qui riment avec la bête immonde. Chirac magouillait à la mairie de Paris, au RPR et avec Jacques Méry, et déclarait que les immigrés sont bruyants et malodorants ? Cela n'était rien par rapport aux allusions racistes et nationalistes du chef de l'extrême-droite et du fascisme en France, contre lequel il fallait toujours combattre et avec lequel il ne fallait jamais débattre. Si Chirac refusa d'ailleurs tout débat avec Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, c'était surtout pour ne pas que ce dernier lui ressorte toutes les affaires dans lesquelles il était pourtant mouillé jusqu'au cou, comme nombre de condamnations (notamment d'Alain Juppé, son fidèle serviteur) l'ont montré depuis.

Le sociologue Jean Baudrillard écrivait dans *Libération* en mai 1997 : « La vraie question devient alors : ne peut-on plus l' "ouvrir" de quelque façon, préférer quoi que ce soit d'insolite, d'insolent, d'hétérodoxe ou de paradoxal sans être automatiquement d'extrême droite (ce qui est, il faut bien le dire, un hommage rendu à l'extrême droite) ? [...] La gauche tout aussi politiquement dévitalisée que la droite - où est donc passé le politique ? Eh bien, du côté de l'extrême droite. Comme le disait très bien Bruno Latour dans *le Monde*, le seul discours politique en France, aujourd'hui, est celui de Le Pen. Tous les autres sont des discours moraux et pédagogiques, discours d'instituteurs et de donneurs de leçons, de gestionnaires et de programmeurs. »

En effet, c'est au plan moral que tout se joua. La chance de la nouvelle extrême-droite fut donc de tomber sur cet homme, qui alliait le fond et la forme pour se diaboliser et avec lui certaines idées justes et républicaines qu'il défendait également. Son œil de verre, son comportement autoritaire et bien d'autres apparences ont aussi contribué à le rendre totalement infréquentable. Alors qu'un ton aussi docte et posé que celui d'un Mitterrand ou d'un Chirac par exemple aurait fait mouche, il choisit la voie de l'outrance et de l'excès, scellant ainsi son sort et celui des idées qu'il défendait. Le camp d'en face, la nouvelle extrême-droite, n'avait plus qu'à prendre l'opinion à témoin et à s'indigner, et le tour était joué : ils étaient les bons, face au méchant. Et cela justifiait toutes les politiques, surtout les plus extrémistes, au nom de la lutte contre l'extrémisme. D'autant qu'ils avaient bien compris, eux, le rôle que joue la forme, en un temps où la télévision avait pris un poids considérable.

On doit même aller plus loin en considérant que Le Pen a été la caution de la politique menée par la nouvelle extrême-droite. Il était la preuve vivante de l'importance et de l'urgence d'une politique inverse, menée pour « contenir et lutter contre la montée de l'extrême-droite dans notre pays » et la fameuse « lepénisation des esprits ». Souvent il vaut mieux ne rien faire que de faire de la mauvaise manière.

Deux exemples plus récents permettront de mieux comprendre ce jeu entre ancienne et nouvelle extrême-droite : la quinzaine anti-Le Pen¹¹ entre les deux tours de la présidentielle de 2002 d'une part, la semaine anti-Le Pen entre les deux tours de l'élection municipale d'Hénin-Beaumont en 2009. Dans le premier cas, des intellectuels attachés à la liberté d'expression et à la démocratie se sont dits scandalisés par cette démonstration de force qui niait tous les principes fondateurs de notre société¹². L'ancienne extrême-droite fut terrassée par la nouvelle.

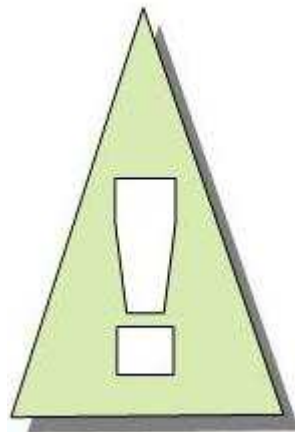
Dans le second, un « front républicain » s'était formé contre le FN qui avait pourtant envoyé l'ancien maire de cette ville en prison pour une affaire de corruption. Le journaliste Eric Zemmour notait, incrédule : « saura-t-on jamais pourquoi les habitants de Hénin-Beaumont n'ont finalement pas voulu mettre la liste du Front national à la tête de leur mairie ? » Mieux vaut encore la corruption que le FN, semble-t-il. La nouvelle extrême-droite a donc réussi le

¹¹ Formule empruntée au génial Philippe Muray

¹² Notamment Elisabeth Lévy, Eric Zemmour et Alain Finkielkraut.

tour de force de faire accepter au peuple l'idée que la corruption morale serait pire que la corruption tout court. En accusant l'ancienne extrême-droite de crimes qu'elle n'a pas commis¹³, elle faisait oublier, ou tout au moins relativiser ses propres délits. Certains se souviennent encore de pancartes brandies entre les deux tours en 2002 : « Plutôt un escroc qu'un facho ! »

Force est de constater que malgré la campagne de dédramatisation du FN en 2007¹⁴, l'amalgame « Le Pen = Pétain » est toujours présent dans les têtes, donc toutes les thématiques du FN sont à combattre plutôt qu'à débattre. Nul besoin de les énumérer ici, chacun a conscience qu'on ne peut évoquer certains thèmes pourtant essentiels sans être soupçonné, voire accusé automatiquement d'être d'extrême-droite. La mécanique est d'autant mieux huilée qu'aucun travail d'analyse de cette mécanique n'a été effectué à ce jour. Nous entendons répondre à ce besoin devenu impérieux en démontant la mécanique de l'amalgame et du mensonge afin de trier le bon grain de l'ivraie, et d'identifier la nouvelle extrême-droite et les quatre piliers sur lesquels elle repose aujourd'hui. Ce qui ne signifie nullement apporter un blanc-seing quelconque au FN, cela va sans dire mais cela va mieux en le disant.



¹³ Pour résumer, les crimes commis par les nazis

¹⁴ Avec notamment le discours de Jean-Marie Le Pen sur la dalle d'Argenteuil, « Vous êtes tous des Français à part entière », avait-il dit, avant d'ajouter « Si certains veulent vous karchériser pour vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieue où les politiciens français vous ont parqués pour vous traiter de racaille par la suite. »

Les 4 piliers de la nouvelle extrême-droite

Notre société a profondément changé depuis une cinquantaine d'années, et pourtant les termes que nous employons sont toujours les mêmes. Ainsi d' « extrême-droite », une expression repoussoir qui a progressivement été vidée de tout sens.

L'extrême-droite qualifie habituellement les partis et les tendances politiques qui ont un certain nombre de caractéristiques relativement claires.

- 1) Ils sont contre les principes de la démocratie, à commencer par la représentation nationale et le vote.
- 2) Ils sont autoritaires, et veulent imposer leur conception de la vérité sans avoir recours au débat.
- 3) Ils ont une obsession de la race, au détriment de l'égalité républicaine issue des droits de l'homme.
- 4) Enfin, ils sont des soutiens indéfectibles à l'intégrisme religieux le plus violent et le plus rétrograde.

Nul ne saurait légitimement contester cette définition de l'extrême-droite, à commencer par ceux qui ont fait du combat contre l'extrême-droite le combat de leur vie. Or il semble bien que ce qui est qualifié d'extrême-droite aujourd'hui n'incarne plus vraiment la notion d'extrême-droite telle que définie plus haut. Et inversement, ceux qui qualifient pour mieux les combattre des idées, des mouvements et partis d' « extrême-droite », semblent bien plus proches de la définition que nous venons d'en donner. D'où vient ce paradoxe ?

Avant d'essayer de répondre à cette difficile question, penchons-nous brièvement sur les faits : que constatons-nous ?

Tout d'abord la représentation nationale, gouvernement et parlement confondus, a progressivement exclu de ses rangs des gens dont les idées ne rentraient pas dans la doxa, autrement appelée pensée unique. Ainsi des partis légaux, généralement situés aux deux extrêmes du spectre politique, ont vu le nombre de leurs députés et de maires suivre une évolution inversement proportionnelle à leur nombre d'électeurs. Les partis auto-proclamés « modérés, démocratiques et faisant partie de l'arc républicain » ont perpétué un mode de scrutin imposant un système avec deux blocs principaux qui se font face et auxquels il convient de se rallier pour espérer une place au parlement ou au gouvernement. C'est ce qui a donné notamment la gauche plurielle en 1997, et l'UMP en 2002. Mais cette même année, le Président d'un parti qualifié d'extrême-droite arrivait second à l'élection présidentielle, sans le moindre député, ni sénateur, ni maire, ni ministre évidemment. Pour expliquer ce paradoxe, on parle d'un « cordon sanitaire » qui avait été déployé pour éviter la « lepénisation des esprits ».

De même, le vote est constamment bafoué au niveau européen. Un référendum gagné devient nul et non avenu, un élargissement est décidé sans l'aval du peuple, 80% des lois nationales sont votées par des commissaires européens qui n'ont été élus par personne.

Nous constatons ensuite que le débat est devenu interdit sur nombre de sujets, que l'on qualifie d' « extrêmes » ou « étant le fonds de commerce de l'extrême-droite » pour justifier leur interdiction. Une véritable badintérisation des esprits a par exemple réussi à faire croire qu'être pour la peine de mort revenait à être contre les droits de l'homme. Il n'en est évidemment rien. Barack Obama est bien pour la peine de mort, comme tous les Présidents américains depuis les pères fondateurs, et pourtant il ne vient à l'idée de personne de

qualifier Obama ni les USA depuis leur création d' « extrême-droite ». Près d'une moitié de Français se dit d'ailleurs toujours favorable à la peine de mort, dans les derniers sondages réalisés sur le sujet¹⁵, et pourtant la moitié du peuple français n'est pas d' « extrême-droite », et encore moins contre les droits de l'homme. Et l'on peut ainsi multiplier les débats qui sont progressivement devenus interdits depuis une trentaine d'années, les sujets touchant à l'écologie (OGM, éoliennes, et surtout le réchauffement climatique), à la construction européenne (impossible d'envisager un jour la sortie de la France de l'UE), etc. Nombre de débats sont en passe de devenir interdits : il ne faudra plus très longtemps avant que les opposants à l'euthanasie n'aient plus leur mot à dire dans l'espace public, sous peine d'être accusé d'appartenir à l'extrême-droite la plus réactionnaire.

Nous constatons aussi le retour d'une bonne vieille antienne d'extrême-droite qu'on croyait terminée avec la Shoah, à savoir l'obsession de la race. Mais ceux qui ont cette obsession n'ont d'autres choix que de se draper dans une vertu aussi pure que le sang aryen : l'antiracisme. L'antiracisme est d'abord et avant tout une guerre des mots, une guerre des concepts, et tout un champ sémantique ayant fait son apparition ces dernières décennies pour faire passer la pilule plus qu'amère du racisme le plus échevelé qui soit. Ces mots sont « diversité », « métissage », « sang mêlé », « issus de l'immigration » et autres « discrimination positive ». Certains sont faciles à décoder, d'autres plus difficiles. « Discrimination positive » fait partie de la première catégorie, car dans discrimination positive, il y a discrimination. Et sur quelle base se fonde la discrimination positive ? La race bien sûr. Il s'agit donc d'un racisme positif. « Sang mêlé », expression employée à plusieurs reprises par notre Président de la République, est un peu plus dur à démonter : chacun sait depuis l'école primaire que tous les hommes ont le même sang, donc mêler des sangs différents signifie évidemment qu'il existe des sangs différents, ce qui est un discours raciste. Quant à diversité et métissage, ce sont les plus compliqués à découvrir, car ils sont taillés dans le roc du politiquement correct. Quand on parle de diversité aujourd'hui, de quelle diversité parle-t-on ? De la diversité culturelle ? Non. De la diversité sociale ? Non plus. De la diversité géographique ? Encore raté. On parle de la diversité raciale. Encore la race donc. Et le métissage, c'est le mélange des races, il n'est donc possible que s'il existe des races différentes. Depuis 1945, l'obsession de la race est pourtant contraire à l'esprit et aux lois de la démocratie.

Nous constatons enfin le remplacement progressif dans notre pays d'une religion par une autre, la nature et l'être humain ayant horreur du vide. Le christianisme, jadis dominant et étouffant, a dû faire face successivement à deux révolutions anti-chrétiennes que sont mai 68 et la pilule. L'un n'aurait sans doute pas pu aller sans l'autre. Depuis il est interdit d'interdire d'avorter, de divorcer, d'avoir des enfants avant le mariage, d'avoir des enfants sans se marier, de pratiquer l'adultère, de pratiquer la polygamie, d'injurier son professeur, de faire du jeune un prince et de l'enfant un roi. Le christianisme a enfanté mai 68 comme il avait enfanté la laïcité : un chien ne fait pas des chats. Une religion d'amour et de respect permet tôt ou tard l'amour et le respect même s'ils vont à l'encontre de ses autres principes fondateurs, et notamment l'autorité. Et pendant ce temps, une autre religion prend sa place, et va permettre de se rendre compte à quel point les catholiques qu'on qualifie d'intégristes ne le sont pas, ou si peu¹⁶. Cette religion c'est l'islam, religion conquérante, prosélyte comme aux premiers jours, dont les rangs ne cessent de grossir dans le monde, et dont les martyrs n'hésitent pas à se sacrifier corps et âme pour elle. Et cette religion arrive au meilleur des

¹⁵ Peine de mort : 42% des Français y sont favorables, AFP, 20.09.2006

¹⁶ Ne serait-ce que parce que depuis 1905 et la séparation des Eglises et de l'Etat, ils ont de moins en moins d'influence dans la société française, jusqu'à devenir complètement marginalisés aujourd'hui.

moments chez nous, car elle peut faire la synthèse entre ces deux extrêmes qui cohabitent pour l'instant entre christianisme dur et mai 68, entre intégrisme et polygamie. Oui, l'islam est polygame et intégriste à la fois. Mais à un tout autre degré. La polygamie est une tradition musulmane millénaire, reconnue et même encouragée par la loi islamique. L'intégrisme autoritaire musulman est très apprécié aussi, la femme est soumise, les plaisirs proscrits, l'étude du Coran obligatoire, les 5 piliers de la foi islamique également, tout comme l'identité religieuse et culturelle qui ne doit pas se fondre dans le pays où elle se trouve. Un petit Juif français s'appelle Jean, Pierre ou Alain, un petit Noir français et chrétien s'appelle Dieudonné, Rémi ou Guillaume, mais un petit musulman français s'appelle Naïm, Malek ou Zohra. Fille de ministre de la République ou pas. Et Mohamed est depuis 2002 sans discontinuer le premier prénom donné à un nouveau-né en Seine-St-Denis¹⁷, et depuis 2007 à Marseille¹⁸. Sans parler de l'Europe où c'est également le cas de bien des villes européennes (notamment Bruxelles et Rotterdam). Pourtant on nous explique que l'islam est une religion de paix, de tolérance et d'amour, faisant fi de toutes les preuves, en France et dans le monde, du contraire. On accepte de faire de la publicité à un musulman qui se prononce pour un « moratoire sur la lapidation des femmes », on finance des lieux de culte en bafouant un principe fondateur de la laïcité, et dans ces lieux on laisse des imams (qui sont à 80% étrangers) dire pis que pendre sur la France, la laïcité (« c'est Satan ») et les Juifs. Et dites le contraire pour voir, on vous traitera de raciste, voir ci-dessus. Mais n'a-t-on pas vu récemment les partis dits d'extrême-gauche défiler avec les partis islamistes, Hamas, Hezbollah notamment, dans les rues de Paris et d'autres villes françaises ? Alors que ces mouvements sont non seulement antisémites, mais carrément antisémites¹⁹.

Les quatre critères de la nouvelle extrême-droite peuvent donc être énumérés rapidement :

- négation du vote et de la représentation nationale
- interdiction autoritaire des débats
- obsession de la race
- soutien de l'intégrisme religieux

Il convient toutefois de noter que ces critères ne sont pas exclusifs, ainsi par exemple tous ceux qui sont de la nouvelle extrême-droite ne soutiennent pas forcément l'intégrisme religieux, mais tous ceux qui soutiennent l'intégrisme religieux peuvent être classés parmi la nouvelle extrême-droite.

Après ce rapide développement, la réponse à la question posée plus haut, d'où vient ce paradoxe, est bien plus évidente : cela s'appelle faire diversion, et c'est une manipulation bien plus puissante qu'on pourrait le croire. La preuve, à cause d'elle tout le monde ou presque est tombé dans le panneau depuis 30 ans.

¹⁷ Selon le fichier des prénoms communiqué par l'INSEE.

¹⁸ France Soir, 25.2.2008

¹⁹ Voir la Charte du Hamas, ses appels à exterminer TOUS les Juifs – et non pas seulement ceux citoyens israéliens – et ses fréquentes références aux Protocoles des Sages de Sion, faux notoire qui a fait et fait toujours le miel des antisémites

Négation du vote et de la représentation nationale

L'anti-parlementarisme fait partie des attributs principaux de l'extrême-droite, comme l'histoire de France en atteste. On cite souvent le 6 février 1934, qui avait vu des ligues d'extrême-droite (Action française, Jeunesse patriote, Croix de feu, etc.) menacer de renverser le régime parlementaire alors en place. Plus tard, Pierre Poujade puis Jean-Marie Le Pen ont eux-mêmes repris cet esprit anti-parlementariste, qu'on nomme aussi populisme, en vitupérant contre les hommes politiques incapables et corrompus. Mais la stigmatisation de cet anti-parlementarisme fut telle, dans les années 80 et 90, que toute critique à l'encontre des politiques était immédiatement taxée d'extrême-droite, donc rendue inaudible et même infâmante pour celui qui osait la formuler, même quand elle s'avérait légitime²⁰. Et ce renversement des valeurs fut complet quand le FN devint parlementariste, s'inscrivant systématiquement dans le cadre du suffrage universel, alors que ses adversaires niaient les uns après les autres les fondements même du parlementarisme.

Au niveau national

Comment peut-on arriver au second tour d'une élection présidentielle sans avoir le moindre député, maire, ministre, président de conseil général ou régional ? Voilà pourtant un cas réel, celui de Jean-Marie Le Pen et de son parti le FN en 2002. Cette situation pour le moins cocasse illustre à merveille le verrouillage démocratique d'un système qui a tout fait depuis trente ans pour que l'extrême-droite soit exclue des instances dirigeantes du pays. Mais pour empêcher à tout prix au FN de briguer des postes, il convenait d'élargir les mesures à tous les autres partis. Ainsi le système de la proportionnelle fut-il supprimé au parlement, avec une parenthèse en 1986 qui vit logiquement l'arrivée massive de députés FN à l'Assemblée Nationale. Ce qui finit de convaincre les derniers réticents à cette véritable porte-au-nez claquée à la figure des démocrates de toutes obédiences. Ainsi le FN, avec plus de 4 millions d'électeurs, ne compte aujourd'hui pas le moindre député, et le NPA avec 1,5 millions d'électeurs non plus. Tandis que le Parti Communiste avec moins d'1 million d'électeurs, ou les Verts avec moins de 600 000 électeurs, comptent chacun de nombreux députés et surtout de très nombreuses municipalités.

Voilà la première preuve que ce qu'on appelle généralement la représentation nationale est loin, très loin d'être « représentative » au niveau national. Et si l'on se penche sur l'âge ou l'origine sociale des députés, c'est encore pire.

Pour l'âge, on compte près de 5 fois plus de députés de plus de 65 ans (74, soit 12,8%) qu'entre 30 et 40 ans (16 soit 2,7%). L'immense majorité a entre 50 et 65 ans (367, soit 63,6%), et on compte seulement 110 députés (soit 19%) ayant entre 40 et 50 ans, pourtant l'âge de notre Président de la République quand il fut ministre de l'Intérieur. Bref, on se croirait plus au Sénat²¹ qu'à l'Assemblée Nationale...

Pour l'origine sociale, AUCUN OUVRIER²², seuls 1% d'employés, 2% d'agriculteurs, 8% de professions intermédiaires, 8% d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise, pour 22% de professions libérales et surtout 59% de cadres, ingénieurs et professions intellectuelles supérieures. Parmi ces 59%, une très grande proportion d'avocats, de médecins et de fonctionnaires. Comme le note Dominique Andolfatto, maître de conférence en science

²⁰ Les politiques jouissent d'une immunité parlementaire, mais pas encore d'une immunité contre la critique.

²¹ Le Sénat comptait, au 20.09.2008, 4,5% de 41 à 50 ans ; 29,4% de 51 à 60 ans ; 43,9% de 61 à 70 ans ; 20% de 71 à 80 ans ; et 2,1% de plus de 80 ans.

²² S'il y a bien une discrimination positive à mettre en œuvre, c'est celle qui concerne les ouvriers, sur des critères sociaux et non raciaux (cf chapitre sur l'obsession de la race).

politique à Nancy-Université, à propos de l'Assemblée Nationale de 2007 : « Alors que les employés et les ouvriers représentent plus de la moitié de la population active, seul 1% des députés proviennent de leurs rangs. Et encore, certains élus ont quitté leur profession d'origine depuis de longues années. A l'inverse, les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 59 % de l'ensemble. Avec les professions libérales, ils forment les trois quarts des députés. »

La situation des maires n'est guère plus reluisante, bien qu'un peu plus équilibrée du fait du nombre très important de petites communes (sur les 36 000 que compte le pays, record d'Europe). Selon une étude de l'Observatoire des inégalités en juin 2007, il apparaît que 22,7% des maires sont cadres supérieurs et seulement 1,5 % sont ouvriers, alors qu'ils représentent, dans la population active, respectivement 7 % et 15,1 %. Par ailleurs, les agriculteurs exploitants représentent 1,3% de la population active mais 18% sont maires, en raison du nombre très important de communes rurales.

Nous avons donc affaire à une caste d'élites auto-proclamées qui se reproduisent illégitimement sans laisser d'espace aux autres, qui sont de fait exclus de la représentation nationale. Mais si vous osez dire cela, on vous traite automatiquement de populiste et d'extrême-droite ! Voilà l'astuce qu'a trouvée la nouvelle extrême-droite pour être tranquille, et pourquoi s'en priverait-elle, puisque cela marche sans doute au-delà de ses propres espérances.

Voici un échange pour le moins intéressant entre un journaliste et le Président de l'Assemblée Nationale, sur une grande radio, je vous laisse savourer le degré de respect du peuple de ce genre de propos, toujours au nom de la démocratie évidemment :

« Jean-Jacques Bourdin : Si l'extrême-gauche représente par exemple 10, 11 ou 15 % des intentions de vote, on les met à l'écart ?

Bernard Accoyer, président de l'Assemblée Nationale : Mais l'extrême-droite a représenté un moment des taux qui sont même allés au-delà, en particulier à une présidentielle.

JJ Bourdin : Et on les met à l'écart du jeu démocratique ?

B. Accoyer : C'est un débat de société, un débat démocratique, il faut savoir si nous acceptons que les positions extrêmes, provocatrices et insupportables puissent s'exprimer, ou bien si nous convenons d'un scrutin où cela s'exprime au premier tour et où il y a au second tour une synthèse. »²³

N' imaginez pas que Bernard Accoyer soit hors du discours officiel depuis trente ans sur la question du parlementarisme. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Président de l'Assemblée Nationale lui-même est anti-parlementaire, comme quasiment tous les hommes politiques au pouvoir en France depuis une trentaine d'années. Vous avez noté la référence à l'extrême-droite, qui permet de verrouiller le débat (après avoir verrouillé l'Assemblée Nationale). Si vous le contredisez, c'est que vous cherchez consciemment ou inconsciemment à favoriser l'extrême-droite. Ce n'est pas un argument, c'est une menace, un chantage, du terrorisme intellectuel, bref, c'est la nouvelle extrême-droite.

Tout cela serait très grave si le parlement français avait encore un quelconque poids démocratique, or à cause de la construction européenne tel n'est même plus le cas. Nous arrivons là au cœur de la négation du vote et de la représentation nationale. Accrochez-vous.

Au niveau européen

La construction européenne a offert sur un plateau aux politiciens leur rêve le plus secret et le plus inavouable : une dictature qui a l'apparence d'une démocratie. Mais comment ont-ils

²³ RMC, 26.03.2009

réussi ce véritable tour de force, moins d'un demi-siècle après la fin de la 2nde Guerre Mondiale ?

Justement, la 2nde Guerre Mondiale et son souvenir y sont pour beaucoup, tout comme la 1^{ère} Guerre Mondiale et son souvenir avaient été pour beaucoup dans les accords de Munich signés avec Hitler en 1938. Cette fois, on nous dit que la construction européenne c'est la paix, et que cela justifie toutes les entorses aux principes démocratiques²⁴, dont le vote et le respect des représentations nationales. Pourtant, comme dans le roman d'Orwell, les mots sont inversés et paix = guerre.

Le bombardement de la Serbie par les forces armées de l'Otan et des USA en 1999 a eu lieu en Europe, sans l'autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU. Loin de dénoncer cette agression sur son sol, le Parlement Européen a laissé faire. Quelques années plus tard, une nouvelle guerre était déclenchée par les Américains, en Irak cette fois, mais tous les pays européens y seraient allés aussi s'ils avaient dû se plier au traité de Maastricht qui prévoit que si une majorité d'Etats européens sont pour l'intervention, alors tous le sont. C'est uniquement grâce au siège de la France au Conseil de Sécurité de l'ONU que notre pays n'a pas eu à entrer en guerre contre Saddam Hussein, en entraînant d'autres avec lui. Autre exemple de guerre en Europe, l'occupation du nord de Chypre par la Turquie depuis 1974 qui, loin d'être combattue par l'Union européenne, est encouragée puisque la Turquie voit les chapitres de négociation pour son entrée dans l'Union européenne s'ouvrir les uns après les autres malgré cette occupation illégale et illégitime.

Par ailleurs dire que nous avons la paix en Europe depuis cinquante ans grâce à la construction européenne est doublement inexact : parce qu'il y a la guerre dans plusieurs pays, d'une part, et d'autre part c'est surtout grâce à la dissuasion nucléaire (et à la guerre froide pendant plus de 40 ans) que la plupart des pays européens ne sont plus en guerre. Or cette dissuasion nucléaire ne doit absolument rien à la construction européenne. Mais comme souvent, on fait croire au bon peuple que quand les choses vont bien c'est grâce aux hommes politiques, tandis que quand les choses tournent mal ils n'y sont pour rien (voir ce qui se passe en ce moment avec la crise par exemple).

Il conviendrait d'ailleurs de remettre en cause ce préjugé selon lequel la guerre c'est mal, et la paix c'est bien. Ce schéma manichéen et simpliste nie une réalité jadis théorisée par les Romains : *si vis pacem, para bellum*. Si tu veux la paix, prépare la guerre. Vivre dans un régime en paix pousse à croire que la paix sera éternelle et qu'il ne sert à rien de la défendre. Or on ne défend pas la paix par le laxisme et le laisser-faire, mais par l'autorité et l'intransigeance.

Fort de ce double préjugé, la paix c'est bien et la construction européenne c'est la paix, on fait croire que l'arrêt de la construction européenne c'est la guerre, ce qui permet d'instaurer un terrorisme intellectuel digne des plus belles dictatures que compte encore notre monde. Prenons un seul exemple : si la Turquie ne rentre pas dans l'Union Européenne, nous dit-on, nous signifierons ainsi aux Turcs que nous ne voulons pas d'eux et ils deviendront nos ennemis. A ce compte-là, quel est le pays au monde à ne pas pouvoir rentrer dans l'Union européenne, et donc à ne pas devenir un de nos ennemis ?

L'élargissement sans fin de l'Union européenne est d'ailleurs un des multiples exemples qui permettent de démontrer que le vote et la représentation nationale sont niés par la nouvelle extrême-droite au pouvoir en France et en Europe. En effet, chaque nouvel élargissement n'est soumis à aucun vote des pays déjà membres ! L'adhésion de dix pays supplémentaires en 2004 (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Chypre, Malte, excusez du peu) n'a fait l'objet d'aucun référendum par exemple. On organisa bien un référendum, mais après et pas sur cette question ! Ce fut en 2005 et 2008, en France, Pays-Bas et Irlande, et une part de la réponse négative à ce référendum dans ces pays se trouve dans cet élargissement imposé aux peuples européens.

²⁴ Entorses qu'on ne reconnaît jamais au passage.

Une autre part se trouve dans l'absence à peu près totale de démocratie au sein des instances européennes, comme l'a bien expliqué l'ancien dissident soviétique Vladimir Boukovsky, qui va jusqu'à comparer l'UE avec l'URSS : « De la même manière que l'URSS, 'union inaltérable de républiques libres' comme le proclamait l'hymne soviétique, fut créée jadis pour apporter le bonheur à l'humanité, une nouvelle Union hégémonique tente de voir le jour sur le continent européen. Comme son prédécesseur soviétique, elle affiche de vertueux principes de liberté, de progrès, de droits de l'homme. Et comme son prédécesseur soviétique, elle emploie les mêmes arguments spécieux pour assurer sa pérennité et discréditer toute critique.' Preuves à l'appui, cet ouvrage décapant nous explique comment, sous l'influence des idées et des dirigeants socialistes, la CEE s'est transformée, d'une simple union économique, en un nouveau monstre bureaucratique construit selon les mêmes principes qui ont fondé l'URSS. »²⁵

Vladimir Boukovsky énumère les points communs entre ces deux Unions, comparant la Commission au Politburo, l'élargissement sans fin de l'UE à la vocation universaliste de l'ex-URSS, etc. La comparaison semble d'autant plus probante que les trois référendums nationaux dont nous parlions, et dont le but était d'accepter ou de refuser le nouveau traité constitutionnel européen, ont tous été royalement ignorés par ce qu'il conviendrait d'appeler l'URSE : l'Union des Républiques Socialistes Européennes. Pire, l'Irlande qui avait voté « non » est obligée de revoter ! Jusqu'à ce qu'elle dise « oui », il lui faudra revoter... C'est un peu comme une fille qu'on violerait jusqu'à ce qu'elle dise « je t'aime ».

On ajoutera aussi que lors du référendum de 2005 pour le traité constitutionnel, les médias français étaient dans leur immense majorité en faveur du « oui », alors que le peuple a majoritairement voté « non ». Malgré cette victoire du « non », la machine oui-ouiste écrasa tout sur son passage et passa en force, sous prétexte que l'adoption du traité était un des points du programme du candidat à la présidence de la République Nicolas Sarkozy.

Mais ce n'est pas tout, évidemment, car la nouvelle extrême-droite va jusqu'au bout de sa logique anti-démocratique grâce à ce formidable outil qu'est l'Union Européenne. Ainsi 80% des lois votées en France sont d'origine européenne, sous la forme de directives et de règlements qu'on ne peut contester au niveau national. Ce qui réduit le parlement français ou ce qu'il en reste à une simple chambre d'enregistrement (comme d'ailleurs tous les autres parlements d'Europe). Les membres de la Commission, qui disposent du vrai pouvoir au sein de l'Union européenne, ne sont pas élus, mais en plus la France ne compte qu'un seul commissaire sur 27, ce qui réduit notre pouvoir d'action à 3,7 %.

Autre élément de poids, gauche et droite au Parlement Européen votent de la même manière dans 97% des cas, autant dire quasiment systématiquement. C'est l'Observatoire de l'Europe qui l'a révélé en mai 2009 : « L'étude porte sur l'année 2008 et fait apparaître que le groupe du PPE-DE, majoritaire, qui rassemble les partis de centre-droit en Europe (dont l'UMP pour la France) et le groupe PSE (socialistes) ont voté dans le même sens sur 97% des votes finaux par appel nominal (rapports, résolutions) examinés par le Parlement Européen. Un score digne de la Douma de l'ex Union soviétique. Sur 535 votes finaux avec appel nominal (votes électroniques, les seuls qui soient enregistrés et donc traçables) les groupes PPE et PSE n'ont voté différemment que dans 18 cas. Et sur ces 18 votes par appel nominal où ils ont divergé, ça n'était pas forcément pour s'opposer puisque l'un des deux groupes a choisi l'abstention 8 fois. C'est à dire que droite et gauche au Parlement Européen ne se sont opposées que dans 10 cas sur 535 votes. Sur ces dix votes qui les ont vus s'opposer, un seul était un texte de nature législative. La convergence des votes du PPE et du PSE exprimées en pourcentages est

²⁵ 4^{ème} de couverture de son livre *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?*, Le Rocher, 2005

donc de 97%. »²⁶ Cela démontre la citation désormais fameuse de Philippe Séguin : « Droite et gauche sont les détaillants du même grossiste, l'Europe. »

Enfin, cerise sur le gâteau de la négation du vote et de la représentation nationale, les élections organisées par l'Union Européenne, pour faire croire que le système est démocratique, cumulent en réalité nombre de caractères anti-démocratiques. Le site newropeans.eu²⁷ en a fait une liste relativement exhaustive dont voici les plus graves :

« Le propre de la représentation démocratique est d'assurer la meilleure représentation possible des courants et des citoyens et ce quelle que soit leur taille et leur importance tant physique que financière. Or certains États membres sont devenus maîtres pour s'assurer la suprématie de l'ordre (le leur) existant.

Principaux procédés utilisés :

- **les modes de scrutin (circonscriptions ou pas)** : le choix du scrutin est crucial. Plus la magnitude (c'est-à-dire le nombre de sièges en jeu) est faible, moins l'effet proportionnel du scrutin est important. Fractionner le territoire aboutit mécaniquement à défavoriser les petits partis. Trois pays utilisent traditionnellement ce procédé le Royaume-Uni, l'Irlande et la Belgique (pour ce dernier les fortes disparités régionales justifient un tel procédé). Un pays à l'origine de la création de l'UE a cru bon de l'appliquer depuis les élections de 2004 : La France.

- **la méthode de répartition utilisée** : la méthode d'Hondt avantage les grands partis, surtout quand la magnitude est faible (cas des 'petits pays' ou des circonscriptions). C'est la méthode utilisée par la majorité des États membres, deux d'entre eux utilisant également un système de circonscriptions : La France et le Royaume-Uni.

- **le coût des moyens de l'élection** : dans la plupart des pays européens le coût de l'élection (le fait de pouvoir physiquement voter à l'aide de bulletins de vote, enveloppes, posters...) est payé par l'État même si une caution est demandée dans de nombreux pays aux partis. Celle-ci va de 90€ pour Malte à 11250€ pour les Pays-Bas ou £60 000 (66 000€, ou 5500€ par circonscription) pour le Royaume-Uni. Ces sommes sont remboursées si les partis atteignent un seuil de 1 à 3% selon les pays. Deux pays (à notre connaissance) font figure d'exception en ce qui concerne le financement des moyens de l'élection par l'état : la République Tchèque où chaque parti doit déboursier l'équivalent de 10 000€ pour payer les bulletins de vote et autre matériel nécessaire à l'élection (remboursés si plus d'1% des votes) et la France pour laquelle un parti souhaitant se présenter dans les huit circonscriptions doit déboursier plus d'1 million d'Euros ! Pour ce dernier pays le seuil de votes à atteindre pour prétendre au remboursement de ces frais est de 3% des votes, soit le plus élevé dans l'Union Européenne. Comment un nouveau parti indépendant peut-il avoir une chance d'accéder à des élections dans ces conditions !? Le propre de la démocratie n'est-il pas d'assurer un accès égal à chaque parti !?

Conclusion : s'il y'avait un concours des pays les moins démocratiques et donc les moins européens, basé sur l'ensemble des critères exposés ci-dessus, on y retrouverait dans l'ordre :

1. La France 2. L'Italie et le Royaume-Uni 3. La Pologne et la Roumanie »²⁸

Les moins démocratiques, ou les plus d'extrême-droite ?

Les seuls à avoir voulu l'union de l'Europe étaient Napoléon et Hitler, les deux ont échoué.

Errare humanum est perseverare diabolicum.

²⁶ http://www.observatoiredeleurope.com/notes/Droite-et-gauche-ont-un-vote-identique-dans-97-des-cas,-selon-une-etude_b1354225.html

²⁷ Site pro-européen, il faut le noter.

²⁸ Pour lire l'article en entier : <http://www.newropeans.eu/spip.php?article=1190&lang=fr>

Voir aussi vidéo sur : http://www.agoravox.tv/article.php3?id_article=23156

Ou si ça ne marche plus : <http://www.youtube.com/watch?v=PpgA5Xj8dEo>

L'obsession de la race

« Récusant la nation les antiracistes en arrivent à raisonner, par un étrange détour, comme les racistes eux-mêmes. Considérer la race (mais qu'est-ce qu'une race?) comme le premier critère déterminant l'identité d'un homme, c'est une attitude raciste. »

Jean Sévillia, *Le terrorisme intellectuel de 1945 à nos jours*, éditions Perrin, février 2000, p. 145-146

« Je suis effaré pour tout vous dire quand je vois que certains voudraient remplacer fraternité par diversité [dans liberté, égalité, fraternité]. La diversité c'est un fait, ce n'est pas une valeur. Il faut l'accueillir bien sûr, et lui souhaiter la bienvenue. Mais dans diversité il y a divergence, il y a divorce, il y a discorde. Diversité ça aurait pu être la devise de l'Afrique du Sud. Diversité ça veut dire développement séparé, chacun chez soi, ça peut s'appeler apartheid aussi. Les bantous dans les bantoustans et nous au centre. Non, je crois qu'une politique républicaine consiste à faire converger par le haut et vers le haut tout ce qui tend à diverger par le bas. Autrement dit c'est vraiment transcender les différences de fait dans un projet commun autour d'un idéal partagé. »

Régis Debray, *France Inter*, 7/9 de Nicolas Demorand, 27.2.2009

« Appliquer à l'idée de diversité le plus basique principe de précaution révèle sa face obscure qui porte le nom, certes moins chatoyant, d'hétérogénéité sociale. En deux mots : une société humaine peut être homogène (Japon, Sicile, Albanie)

depuis 1945) considère comme supérieurs ceux qui ne sont pas aryens et comme inférieurs ceux qui sont aryens.

Ceux qui ne sont pas aryens n'ont pas dans leur sang la culpabilité de la Shoah, de la colonisation ni de l'esclavage, au contraire ils ont dans leur sang le statut de victime de la Shoah, de la colonisation et de l'esclavage, qui leur a été transmis héréditairement. Ce sont des Juifs imaginaires, ou des indigènes de la République, selon leur race. Les premiers considèrent les aryens comme des habitants de la France moisie³⁰ et de l'idéologie française³¹, mère du nazisme, les seconds les considèrent comme des souchiens (entendez sous-chiens). Leur race les détermine, ils ne sont responsables de rien et victimes tout le temps. Les Juifs de l'antisémitisme, les Noirs de la négrophobie, les Arabes de l'islamophobie et de l'arabophobie. Tout ce qui leur arrive est forcément et systématiquement dû à leur race, et à rien d'autre. Si un Noir est l'agresseur, il a forcément de bonnes raisons (pauvreté, discrimination, ghettoïsation, déracinement, problème d'identité, etc.). Le doute n'existe pas dans cette double injonction paradoxale, dans ce *double-bind*. Tout est une preuve que cette grille de lecture est la bonne, ce qui est le propre de l'idéologie.

A l'inverse, la loi considère qu'un crime commis au nom du racisme est un facteur aggravant. Peu importe qu'on ne puisse jamais affirmer avec la certitude requise, c'est-à-dire scientifique, qu'un crime a été commis au nom du racisme, on l'invente ou on le prétend, et cela suffit. A l'instar des Tribunaux de l'Inquisition jadis, qui inventaient ou prétendaient que l'hérétique ne croyait pas en Jésus-Christ. Dès lors un crime commis à l'encontre d'un Noir, d'un Juif ou d'un Arabe a toutes les chances d'être considéré comme un crime raciste, même s'il ne l'est pas le moins du monde.

Les politiques au pouvoir en France ont ainsi, depuis Mitterrand jusqu'à Sarkozy en passant par Chirac, établi une hiérarchie entre discriminations. Il y a désormais les discriminations graves, les discriminations liées à la race, et les discriminations secondaires, pour ne pas dire illusoire, celles liées à autre chose qu'à la race (beauté, taille, handicap, social, etc.). Plaçant la race au cœur des préoccupations de la société, ce raisonnement est donc raciste.

Ces politiques dites antiracistes ont donc favorisé plusieurs choses.

Premièrement, sont favorisées les personnes d'origine arabe, noire et juive, par rapport aux personnes d'autres origines et à celles qui subissent d'autres types de discriminations (nous y reviendrons). Il s'agit donc d'une politique de discrimination positive (ou racisme positif) pour les premiers, et d'une politique de discrimination négative pour les autres.

Deuxièmement, est favorisé la montée du vote Front National, qui trouve dans ce phénomène de la domination de l'antiracisme une justification de la validité de ses thèses.

Troisièmement, et c'est la conséquence des deux premières, un racisme de ressentiment est favorisé dans notre société, de plus en plus de gens estimant qu'il n'est pas normal que les Juifs, Arabes et Noirs soient plus défendus que les autres, rompant ainsi l'égalité républicaine.

L'inégalité fait partie du monde, quel que soit le pays où l'on habite. La première inégalité est celle existant entre les hommes et les femmes. Or cette inégalité est aussi une richesse, d'ailleurs personne ne peut dire que l'inégalité entre hommes et femmes ne vaut que dans un seul sens. Les hommes sont supérieurs aux femmes ? Non. Les femmes sont supérieures aux hommes ? Non plus. Ils sont différents. En fait, tout dépend des domaines dont on parle. Et c'est exactement la même chose pour toutes les inégalités. Or, en instaurant la parité et la lutte contre les discriminations raciales, on a cherché à effacer ces différences, or ceci relève non pas de l'égalité républicaine, mais de l'exacerbation des différences.

³⁰ chère à Philippe Sollers

³¹ chère à Bernard-Henri Lévy

Une personne d'origine maghrébine sera volontiers décrite comme discriminée dans notre société, car elle a souvent plus de mal que d'autres à trouver un logement et un travail. Ne le nions pas, mais nuancions le propos : une personne obèse par exemple aura autant, sinon plus de mal à trouver un logement et un travail qu'une personne d'origine maghrébine. Mais dans le même temps, cette personne d'origine maghrébine va pouvoir bénéficier de réseaux, culturels, amicaux, à l'étranger etc. auxquels d'autres personnes qui ne sont pas de cette origine ne pourront jamais accéder aussi facilement (les obèses, pour reprendre cet exemple, ne bénéficient aucunement de tels réseaux). Elle parlera peut-être l'arabe, ce qui lui ouvrira d'autres portes qui resteront fermées à d'autres qui ne le parlent pas depuis l'enfance. La double culture, à la maison et dans la cité, lui ouvrira plus l'esprit qu'à d'autres. Enfin, la personne d'origine maghrébine est officiellement reconnue comme une personne discriminée, ce qui n'est pas le cas d'une personne laide et/ou obèse. On rira donc au nez de cette dernière quand elle prétendra, si elle y pense, qu'elle est discriminée, mais on écouterait très attentivement la première qui tiendra le même discours, et tantôt on lui donnera raison, tantôt on lui fera bénéficier de la discrimination positive. Bref, l'inégalité n'est pas unique, pas plus qu'elle est à sens unique.

Voici encore une autre conséquence de la politique raciale (dite antiraciste) et donc d'extrême-droite menée depuis des dizaines d'années dans notre pays : l'impossibilité de considérer la complexité de la réalité. Un Français d'origine maghrébine sera considéré, ou pire, se considèrera toujours comme une victime de discriminations, et non comme un être humain à égalité avec les autres. Le résultat, terrible, est de contribuer à enfermer les gens dans ce qu'ils sont, plutôt que de les encourager à agir et à être reconnu pour ce qu'ils font. Certains réussissent malgré tout à s'en sortir : prenez les exemples de Ray Charles et d'Aretha Franklin. Le premier était noir et aveugle en pleine ségrégation raciale aux USA. Il devint l'un des artistes les plus connus et respectés au monde, et ce de son vivant. La seconde était noire, femme et obèse au même moment et au même endroit. Malgré ces trois handicaps de taille, elle devint l'une des chanteuses les plus connues et les plus respectées au monde, de son vivant également. Nul ne sache que Ray Charles ou Aretha Franklin aient obtenu la gloire grâce à des faveurs qui leur auraient été octroyées en fonction de ce qu'ils étaient. Les auraient-ils d'ailleurs appréciées à leur juste valeur si tel avait été le cas ? Par contre il existe toutes les preuves démontrant que leur gloire fut obtenue avec énormément de difficultés, beaucoup de courage et surtout beaucoup de travail. Dans le film sur Ray Charles, il y a ce formidable enseignement de la maman du petit Ray alors que celui-ci est en train de devenir aveugle, à l'âge de 7 ans : « Promets-moi de ne jamais utiliser ton handicap pour obtenir les faveurs des gens. » Loin, très loin du discours tenu aux populations qui s'estiment discriminées³².

La réalité est désarmante, et désolante : l'obsession de la race est en nous, et nous fait pratiquer volontairement une véritable OPA de la race sur les discriminations.

Les sociétés humaines ont toujours souffert de discriminations, et en souffriront vraisemblablement toujours. A travers les siècles, seule la nature de ces discriminations a changé, si l'on s'en tient par exemple à notre pays, la France. Pour résumer en quelques mots : la discrimination de naissance avant la Révolution, a laissé place à la discrimination d'apparence après.

Pourtant, cette réalité est quasiment occultée des esprits de nos contemporains, surtout depuis la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale. Le monde entier découvrirait alors que la discrimination raciale avait effacé presque toutes les autres dans le système nazi, et

³² Aux USA Barack Obama vient de tenir un tel discours aux populations noires, mais ce discours n'est acceptable que parce qu'Obama lui-même est considéré comme noir.

paradoxalement ce constat allait devenir la nouvelle grille de lecture, le nouveau paradigme de nos sociétés libres qui avaient vaincu les nazis. C'est notamment ce qui a fait dire très justement à Renaud Camus qu'Hitler était en train de connaître une "deuxième carrière"³³.

De nos jours en France, on peut être discriminé pour d'innombrables raisons :

- être juif
- être trop basané
- être handicapé
- être trop vieux
- être trop jeune
- être trop gros
- être trop petit
- être trop grand
- être trop laid
- être trop con

Même si on peut se réjouir de la dernière discrimination, bien qu'elle n'ait pas toujours lieu dans certains milieux³⁴, on peut constater que les deux premières sont celles qui sont les plus souvent invoquées, politiquement combattues, et moralement réprouvées. A tel point que toutes les autres discriminations, liées tout autant à la différence que les discriminations d'ordre racial, se voient reléguées dans les oubliettes de l'injustice. Prenons le critère de la beauté. A quand le testing pour voir si un employeur choisit une belle fille, mais pas une fille laide ? De multiples enquêtes ont d'ailleurs démontré que le critère de la beauté jouait autant, sinon plus, que celui d'être basané ou noir. Ainsi cette enquête publiée dans ***L'Express*** du 8 août 2002, qui est présentée ainsi : « De la crèche à l'entreprise, en passant par l'école et la vie privée, l'apparence physique est un facteur de discrimination. Même si personne ne l'admet. »

Qu'attendent donc des associations bien-pensantes pour dénoncer cette terrible injustice ? Le marché semble plutôt porteur, la loi pourrait éviter cette réalité, il y a donc du travail pour toutes les bonnes consciences de la Terre, à commencer par les bonnes consciences françaises dont on sait qu'elles ne sont jamais longtemps en reste. Il est même à parier que dans une petite trentaine d'années, les SOS-Racisme, LDH et autres LICRA seront accusées par ces nouvelles associations anti-discriminations d'avoir monopolisé le débat sur les discriminations, en reléguant aux rangs lointains tous ces êtres humains qui souffrent, qui sont autant sinon plus victimes que ceux qui subissent le racisme, et qui sont surtout beaucoup plus nombreuses!

Elles n'auraient pas tout à fait tort d'ailleurs, tout en ayant franchement tort globalement. Ces futures associations ne seront que le symptôme supplémentaire d'une société malade, qui voit en chacun la victime et non l'être humain, la communauté particulière et non la partie de la communauté nationale.

Ainsi, sur 100 cas de discriminations, combien de cas de racisme, et sur ces cas de racisme combien d'antisémitisme ? Les quelques cas d'antisémitisme sont devenus la locomotive de la lutte contre les discriminations, et les cas légèrement plus nombreux de racisme sont devenus le principal de ses wagons. Toujours à cause de la grille de lecture anti-nazie, puisque les nazis plaçaient les Juifs en haut de leur liste, il conviendrait d'en faire de même aujourd'hui mais sur une liste inversée.

On lutte ainsi bien moins contre les discriminations touchant les Noirs et les Arabes dans notre pays, que contre celles touchant les Juifs, alors que ces dernières sont bien moins nombreuses. Quant aux discriminations liées à l'apparence physique et non raciales, personne ne les combat, aucune association, aucun média, aucun politique.

³³ <http://www.editions-xenia.com/pdf/034communismeChap1.pdf>

³⁴ On pense au show-business ou au sport, par exemple.

Si vous pesez 130 kg, personne ne va prendre votre défense contre les discriminations qui vous frappent, pas plus que si vous mesurez 1m10, ou si vous avez 80 ans (ou même 60 ans si vous avez le culot de chercher un travail).

Pour autant, cela serait-il une bonne chose ? Non.

L'individu, quel qu'il soit, ne peut qu'être enfermé dans cette communauté artificielle que de telles associations de défense créeraient pour soi-disant le défendre : les gros, les nains, les jeunes, les vieux, les grands, les laids, etc. On voit bien qu'elles ne leur rendraient pas service du tout en agissant ainsi. Il en est d'ailleurs de même avec les associations dites antiracistes aujourd'hui.

Les discriminations ne se combattent pas ainsi, au contraire elles ne font que se renforcer en agissant de la sorte. Le travail, l'amitié, l'éducation et quelques autres valeurs de société sont autant de solutions qui n'attendent qu'à être développées, renforcées et épanouies par des politiques qui choisiront de basculer d'une société judiciaire au possible d'aujourd'hui à une société de liberté et de responsabilité.

Dès le moment où une personne se considère comme une victime, que ce soit d'un système ou d'une autre personne, les relations ne peuvent plus être constructives entre cette personne et les autres. Le contrat de confiance de départ, qui est le garant de la stabilité de toute société, est rompu. La responsabilité consiste à dire : nous sommes comme nous sommes, à nous de faire au mieux avec cela, quitte à nous battre contre les préjugés de toutes natures. Des personnalités qui ont un handicap important au départ et qui réussissent seront bien plus efficaces pour changer les mentalités que toutes les associations anti-discriminations du monde. Ray Charles et Aretha Franklin sont loin d'être des exceptions.

Et sortons-nous de l'esprit que le racisme est la seule discrimination qui frappe nos concitoyens. Les antiracistes n'ont pas le monopole du cœur, au contraire ils instrumentalisent le débat politique pour hiérarchiser les discriminations. Ils œuvrent ainsi contre les populations qu'ils prétendent défendre, en les enfermant dans leur apparence, et ils œuvrent aussi contre celles qu'ils ne défendent pas, en expliquant à la société qu'ils ne sont pas discriminés. Mais c'est l'Autre qui est également discriminé, quelle que soit la raison de sa différence. Ce sont ces associations qui devraient être poursuivies au tribunal pour chef de racisme. Il suffit de pousser la logique de la discrimination positive jusqu'au bout pour en démontrer l'inanité : faut-il plus de Juifs à l'Assemblée Nationale ? Non ? Alors il y a assez de Juifs au parlement ?

Sans parler du cynisme total qui anime ces bien-pensants, et qui se manifeste de deux manières : ce qui vaut pour les autres ne vaut pas pour soi, d'une part, et le racisme n'existe que dans un sens d'autre part. Un de ses journalistes m'avouait en privé, gêné, que **Le Monde** prône la diversité à chacune de ses pages, mais 99% de sa rédaction est composée de blancs³⁵. Quant à SOS Racisme, en plus de 25 ans d'existence, ils n'ont pas fait un seul procès ni un seul testing pour démontrer et faire condamner le racisme anti-blanc, alors que celui-ci est loin d'être une illusion d'optique. Voir par exemple leur réaction extrêmement timorée et gênée dans l'affaire de l'agression filmée dans le Noctilien d'un jeune traité, entre autres joyeusetés, de « sale blanc ». Voir aussi le nombre de femmes blanches obèses qui sont refoulées des boîtes de nuit, si banal que c'en est devenu un cliché, mais une discrimination que SOS-Racisme n'a jamais jugé utile de dénoncer.

Pour lutter d'une manière plus juste contre les discriminations, seules deux solutions semblent possibles : lutter à égalité contre tous types de discriminations, ou considérer que les discriminations font partie de la vie et par conséquent accepter de vivre avec.

³⁵ Il en va d'ailleurs de même pour les principaux organes de la presse française.

Évidemment, notre société d'extrême-droite a naturellement tendance à s'orienter vers la première solution plutôt que vers la seconde³⁶, je le regrette pour ma part mais ce serait déjà un progrès énorme si nous luttons de la même manière contre toutes les discriminations, et non en suivant la règle du 80/20 comme aujourd'hui : 80% des efforts, des financements, de la médiatisation, des condamnations etc. contre le racisme (réel ou supposé), et 20% contre les autres discriminations.

Mais ce n'est pas le seul problème que pose cette obsession de la race, propre à la nouvelle extrême-droite. En effet une contradiction majeure, schizophrénique de cette politique réside dans les deux termes suivants : métissage et diversité. Bien qu'opposés, ils sont les deux objectifs vers lesquels l'obsession de la race nous fait tendre. Le métissage représente quoi qu'on en pense la fin de la diversité, mais au nom de la diversité, on tue la diversité.

Diversité par ci, diversité par là... Ce mot est en train de devenir le plus employé de notre langue, et au même moment disparaît ce qu'il est censé représenter. Un tel paradoxe ne semble effleurer l'esprit de personne, mis à part quelques esprits solitaires et quasiment inaudibles.

« Le désert croît », écrivait Nietzsche, « le divers décroît », ajoute Alain Finkielkraut, reprenant l'expression forgée par son ami Renaud Camus. La modernité, les technologies, l'Europe, la mondialisation etc., qui s'appuient sur l'abaissement des frontières et autres barrières douanières, contribuent à mélanger tout le monde et à nous mettre tous au même niveau. C'est l'ère nouvelle du métissage, et de la soi-disant diversité. Mais cette diversité n'est que d'apparence, car en réalité c'est à l'uniformisation du monde à laquelle nous assistons.

Un métissage généralisé et obligatoire imposerait la tyrannie du Même, alors qu'un Noir est noir, un Blanc est blanc, un Japonais est d'apparence japonaise, et un Norvégien d'apparence norvégienne. Il en va de même pour les cultures, les religions, les opinions. L'islam progresse, la mondialisation progresse aussi, et la diversité recule, mais vous ne l'entendrez presque jamais dire.

En effet il est devenu de moins en moins possible de critiquer la diversité d'apparence, et de valoriser la diversité des apparences. L'insulte ou l'omerta sont dorénavant les seules réponses à ces tentatives de voir la réalité telle qu'elle est, et d'essayer d'en préserver la variété. Ainsi les débats interdits sont-ils de plus en plus nombreux, c'est le règne uniformisateur du politiquement correct. Les écolos hurlent quand une espèce de poisson disparaît de la mer, mais ne disent rien quand une idée contradictoire disparaît des débats. Avant l'abolition de la peine de mort, Robert Badinter était sur tous les plateaux, après l'abolition, il n'y a plus que Badinter et les abolitionnistes dans l'espace public. Ce qu'André Bercoff appelle la badintérisation des esprits³⁷ a fait autant de tort que la lepénisation des esprits, mais on n'en parle jamais.

L'Assemblée Nationale voit s'insurger l'opposition parce que la majorité souhaite écarter les débats, mais il n'y a plus de débat à l'Assemblée Nationale depuis que les tenants du « non » au référendum européen en ont été exclus, voici plus de vingt ans. Alors que l'idée est majoritaire dans le pays, elle est minoritaire dans les parlements et dans les médias traditionnels, mais cela ne dérange aucunement les tenants de la « diversité ». Ils préféreraient voir plus de Noirs, d'Arabes ou de Jaunes à l'Assemblée, car c'est ainsi qu'ils définissent la diversité. C'est pourtant une démarche raciste, qui voudrait faire croire que seul un Noir peut comprendre et défendre les intérêts d'un Noir, un Arabe les intérêts d'un Arabe, une femme les intérêts d'une femme. Dans le même temps, personne ne s'offusque du

³⁶ Pour plus de détails sur ce phénomène, voir le sous-chapitre « Le nouvel ordre moral » dans le chapitre « Soutien à l'intégrisme religieux ».

³⁷ Expression d'André Bercoff, in *Précis de Décomposition Française*, Albin Michel, novembre 2009

fait que les ouvriers, paysans et chefs d'entreprise aient déserté les bancs de l'Assemblée. Ne restent que des professions dites supérieures, des avocats, des professeurs et des cadres de l'administration. Cette diversité-là n'intéresse personne. Et l'on s'étonne du fossé béant entre la politique et le peuple.

Orwell l'avait prophétisé, les mots deviendront les premières armes de la guerre contre l'esprit, grâce à laquelle on maîtrise tout, même l'impensable. La diversité signifie ainsi le contraire de diversité, elle signifie sa propre mort, le fait de tous se ressembler, physiquement, moralement, et psychiquement. A mort le débat, à mort la liberté d'expression, à mort les différences, vive la diversité !

La diversité et le métissage ne sont pas un problème en soi, au contraire ils sont plutôt les gages d'une richesse et d'une intelligence supérieure. Mais quand ils deviennent obligatoires ils sont totalitaires. Chacun a le droit de se marier avec une personne d'une autre couleur de peau, mais personne ne peut me forcer à me marier avec une personne ayant une autre couleur de peau ! Voilà le premier volet de cette supercherie.

Le second consiste à prôner d'un côté la diversité et le métissage obligatoires, et d'un autre la réduction des individus à la couleur de leur peau et donc au communautarisme. La politique d'accommodement raisonnable qui ne dit pas son nom est à l'œuvre dans notre pays depuis une trentaine d'années, de façon croissante. Au départ, on faisait des concessions pour les juifs, horaires dans certaines piscines pour les femmes uniquement, autorisations exceptionnelles dans certaines écoles pour respecter le shabbat, nourriture sans porc dans certaines cantines. Puis, comme ces interdits sont les mêmes pour les musulmans, ces derniers s'engouffrèrent progressivement dans la brèche, au nom de l'égalité. Et ils demandèrent des privilèges supplémentaires : financement de mosquées, reconnaissance de l'islamophobie, etc., ce que les pouvoirs publics ne pouvaient plus refuser vu l'engrenage dans lequel ils avaient mis le doigt sans le savoir. Les Noirs firent donc de même, avec leurs demandes propres : reconnaissance de l'esclavage, de la négrophobie, etc. Le CRIF³⁸, organe représentatif des Juifs en France, légitimé par un dîner annuel auquel participent le gouvernement et l'opposition depuis vingt-cinq ans (en contradiction avec le principe d'égalité de la 5^{ème} République³⁹), devenait la justification de la création du CFCM⁴⁰ pour les musulmans, et du CRAN⁴¹ pour les Noirs. La LDJ⁴² et le Bétar, deux milices communautaires juives, donnaient l'idée à Kémi Séba de créer le même genre d'organisation pour la défense des Noirs, et on attend d'un moment à l'autre l'annonce de la création d'une milice pour défendre les musulmans⁴³. La loi Gayssot, réprimant la négation du génocide des Juifs et uniquement de celui-là, devenait la matrice de nouvelles lois ou demandes mémorielles pour les « Noirs » et les « Arabes ». Les radios communautaires juives ont donné l'idée aux Français arabes d'avoir leur radio, Beur FM, et aux Noirs d'avoir la leur, Tropiques FM.

Pour résumer cette schizophrénie raciale, on prône explicitement le métissage et la diversité en luttant contre le communautarisme, et implicitement on encourage et on finance le communautarisme. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a plus de Français, mais des populations issues de la diversité ou de l'immigration d'un côté, des Noirs, des Arabes et des Juifs de l'autre côté. D'ailleurs, ces deux expressions sont profondément racistes et

³⁸ Conseil Représentatif des Institutions Juives de France

³⁹ « Article premier de la Constitution de la 5^{ème} République

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. »

⁴⁰ Conseil Français du Culte Musulman

⁴¹ Conseil Représentatif des Associations Noires

⁴² Ligue de Défense Juive

⁴³ Une Ligue de Défense Arabe (LDA) avait fait son apparition à un moment donné, mais elle ne fait pas (encore) trop parler d'elle.

discriminatoires, mais la nouvelle extrême-droite en a retourné le sens pour en faire ses nouveaux porte-étendards. « Issu de l'immigration » renvoie à l'origine et enferme dans cette origine. Quant à « issu de la diversité », cela signifie en réalité que les autres ne sont issus d'aucune diversité, mais sont de la race aryenne, de la race pure des souchiens (entendez toujours sous-chiens).

Pourtant cette double logique raciale et raciste de la nouvelle extrême-droite est massivement financée pour faire rentrer dans les têtes, comme disent notamment Julien Dray et Nicolas Sarkozy, que c'est le seul avenir possible pour la France. Une institution publique comme la HALDE⁴⁴, inventée et imposée par Bruxelles et l'Union européenne (ce qui est loin d'être un hasard), a pour but de favoriser l'émergence des consciences raciales et identitaires de chacun. Toujours sous le prétexte de lutter contre le racisme, alors qu'elle ne fait que l'exacerber.

C'est exactement le même constat qui prévaut dans le phénomène dit « d'obamania », pour qualifier cette admiration excessive pour le 44^{ème} Président des Etats-Unis d'Amérique. La chose est entendue : depuis l'élection de Barack Obama, la France est en retard sur les USA en termes de reconnaissance de la diversité, et de lutte contre le racisme.

Y a-t-il moins d'actes racistes aux USA qu'en France ? Non, mais le Président qui vient d'y être élu est noir. Et depuis, le délire de l'obamania règne sur l'Amérique et une bonne partie du monde, y compris la France.

Suivre cette logique serait tentant mais absurde, en effet les Etats-Unis deviendraient également le pays le plus misogyne, puisqu'ayant écarté de la candidature suprême une femme (Hillary Clinton), ainsi que le pays le plus handiphobe, homophobe, islamophobe et antisémite, puisqu'aucun des deux candidats à la présidence n'était handicapé, homosexuel, musulman ni juif.

Proposons le dialogue de sourds suivant :

- Vous n'y êtes pas, cher monsieur, les Américains ont voté majoritairement pour un Noir, c'est historique et c'est bien la preuve qu'ils ne sont plus racistes !
- Pensez-vous, plus de 90% des Noirs ont voté pour Obama, cela signifie-t-il que les Noirs-Américains sont racistes, mais pas les Blancs ?
- Vous ne comprenez rien, les USA ont aboli l'esclavage il y a moins de 150 ans, et la ségrégation raciale il y a seulement 50 ans.
- Voilà qui explique pourquoi un jeune Noir-Américain sur neuf est aujourd'hui en prison, et que seul 1% des femmes noires se marient avec des hommes autres que noirs.

On le voit bien, l'élection de Barack Obama à la Présidence américaine est moins l'élection d'un président noir que celle d'un président démocrate et charismatique. Et la logique raciale, pour ne pas dire raciste qui affirmerait le contraire aurait pour effet désastreux de faire porter à la négritude l'échec possible de la politique à venir d'Obama. Aurait-on dit que les Américains sont racistes s'ils avaient élu John Mc Cain ? Il semble hélas que oui.

Parler d'un « président noir » a quelque chose de réducteur, et même d'insultant. Qu'avons-nous pensé, nous Français, quand nous avons entendu pendant notre campagne présidentielle M. Le Pen parler « des origines juives de M. Sarkozy qui jouaient un peu en sa faveur » ? Etonnant d'entendre les mêmes Français, notamment les journalistes les plus médiatiques, employer cette expression de « président noir ». De même, Barack Obama s'est dit ouvertement pour la peine de mort lors de la campagne, ce qui en France revient à prendre automatiquement sa carte au FN, qu'on le veuille ou non. Mais cela n'a pas empêché les journalistes et hommes politiques français, y compris le très anti-frontiste Olivier

⁴⁴ Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité

Besancenot, de soutenir en masse le candidat démocrate, puis de saluer son élection comme un signe de changement et d'espoir.

L'argument de la couleur de peau a-t-il un sens, quand on sait que Condoleeza Rice, également noire mais républicaine, aurait pu être la principale opposante à Barack Obama ? Qu'auraient dit les commentateurs ? Que l'élection allait se jouer entre un homme noir et une femme noire ? Non bien sûr, ils auraient mis en avant les différences entre leurs programmes, et, pour les plus intelligents d'entre eux, ils auraient mis en question le fait que l'Amérique se voit imposer un dirigeant forcément noir. Bref, ce qui apparaît aujourd'hui aux yeux de tous comme une bénédiction, et un trait tiré sur des dizaines d'années de discrimination des Noirs, serait tout à coup devenu un problème, voire un passage de Charybde en Scylla. Encore aurait-il fallu que les commentateurs prônant la diversité soient logiques avec eux-mêmes, et valorisent le choix entre deux couleurs, noir et blanc, blanc et jaune, jaune et noir, peu importe. Hélas il est fort possible qu'en cas de confrontation Obama / Rice, nos chers commentateurs aient hurlé au génie de l'Amérique, enfin libérée de ses démons racistes.

En France, l'onde de choc de l'obamania a déjà commencé de déferler. La France ne serait pas à la hauteur de l'Amérique, elle serait en retard, bref, elle serait raciste. Ce n'est pas la première fois qu'on nous fait le coup, mais enfin, quand on déteste on ne compte pas. Pourtant, ces détracteurs feraient mieux de tester leurs arguments s'ils ne voulaient pas qu'on les déteste. Un président noir du Sénat, Gaston Monnerville, et pendant 10 ans, c'était il y a 50 ans déjà. Si De Gaulle était mort avant la fin de son mandat, le Président de la République française aurait été noir, avec 50 ans d'avance sur les USA. La France fut le premier pays blanc à avoir un ministre noir, le Sénégalais Blaise Diagne, et elle ne battit pas tambour pour cela. Trente ans plus tard, De Gaulle (encore lui) appela dans son gouvernement la première musulmane au monde à être jamais ministre : Néfissa Sid-Cara.

Quant à ceux qui réclament à corps et à cris que des Noirs et des Arabes siègent enfin à l'Assemblée nationale, ils oublient plusieurs choses fondamentales dans une démocratie digne de ce nom. Tout d'abord, un élu du peuple n'est pas censé défendre en priorité les gens de la même couleur de peau ou origine que lui. Sinon cela s'appelle le racisme et le communautarisme. Ensuite, bizarrement ceux qui réclament cette représentativité de la diversité française sont généralement contre la présence de députés du Front National à cette même Assemblée. Or l'un ne peut aller sans l'autre. Enfin, ce qui compte n'est pas que l'Assemblée compte x Noirs, ou y handicapés, mais qu'elle compte des citoyens compétents, intelligents et qui ont à cœur de résoudre les problèmes qui se posent à leurs concitoyens.

Barack Obama n'a pas été élu grâce ou en dépit de sa couleur de peau, il a été élu grâce à ses compétences, son charisme, ses idées, et surtout grâce à la conjoncture qui lui a été extrêmement favorable, surtout vers la fin de la campagne avec le déclenchement de la crise financière. Mc Cain était encore largement en tête dans les sondages vers la mi-septembre 2008, tout le monde semble l'avoir oublié. Quant à la France, il faut croire qu'elle sera à nouveau le phare des nations lorsqu'elle aura élu un Président de la République Femme, Noire ou Arabe, Handicapée et Lesbienne.

La racialisation actuelle du débat est omniprésente à un tel point qu'on oublie qu'elle en est raciste. Certains diront que cette thèse sur la nouvelle extrême-droite et l'obsession de la race est excessive, voire stupide. C'est la même chose quand on passe toute la journée dans une pièce remplie d'ordures. Au départ l'odeur est pestilentielle, puis notre corps s'adapte et il nous faut sortir de la pièce un long moment puis y rentrer à nouveau pour nous rendre compte de l'odeur qui l'imprègne réellement. Quand on baigne dans le racisme, même sous couvert d'anti-racisme, et que c'est accepté par une grande majorité de la population, on n'a pas de scrupules. Le racisme des anciens n'est pas le même que le racisme des modernes.

Difficile à imaginer aujourd'hui que le racisme au 19^{ème} siècle ou dans la première moitié du 20^{ème} était naturel, évident. Pourtant c'était bien le cas. On ne regardait pas de travers celui qui exprimait publiquement une idée antisémite ou négrophobe, on regardait de travers celui qui exprimait publiquement l'idée que les Français juifs étaient des Français comme les autres, ou les Français noirs étaient des Français comme les autres.

On a tendance à oublier que ce qui est évident et naturel à un moment donné peut devenir choquant voire illégal peu de temps après, dans la même société. Les revues négationnistes étaient en vente libre dans les kiosques à journaux à la fin des années 70, de sorte qu'un enfant pouvait en acheter. Pourtant nul ne considère la société de la fin des années 70 comme négationniste. De même, tous les leaders politiques des années 1900 seraient considérés comme racistes selon les critères actuels du racisme. Pourtant leur racisme était celui de leur époque et non pas de la nôtre. Il y a fort à parier que les Français de 1900 considèreraient comme racistes les Français de 2000, selon la même logique.

De nos jours, il est naturel et évident de parler de Barack Obama comme d'un Président noir, ou de la nomination par Nicolas Sarkozy du premier préfet noir. La logique d'un tel discours est pourtant raciste, puisqu'elle réduit l'individu à sa couleur de peau. Pourtant ce racisme-là n'est pas condamné par la société actuelle, dite antiraciste, car l'antiracisme prône la valorisation des discriminés, la discrimination positive des minorités dites visibles. C'est toute la différence entre le racisme des anciens, une discrimination négative, du racisme des modernes, une discrimination positive.

Ainsi le racisme a évolué, il a muté, il s'est adapté aux nouvelles contraintes de la société moderne, mais il reste le racisme. De sorte qu'avant 1945 et après 1970, le racisme a toujours été accepté dans la société, et jamais réellement combattu. Quand le racisme des anciens était majoritaire, la lutte contre lui était peu nombreuse, mal organisée, et faible. La gauche et la droite prônaient le colonialisme à outrance et l'éducation des races inférieures par les races supérieures. Aujourd'hui les racistes modernes, de gauche comme de droite, sont tous d'accord pour favoriser la diversité, la mixité, le multiculturalisme en dénonçant prioritairement les discriminations liées à l'appartenance ethnique (alors qu'il en existe tant d'autres, comme nous l'avons vu).

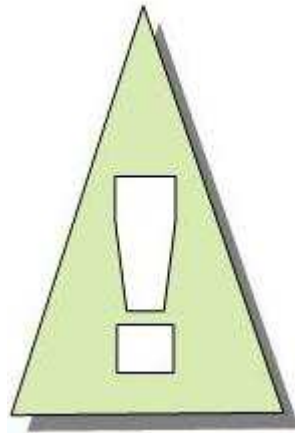
Evidemment de nos jours les racistes anciens cohabitent avec les racistes modernes, les premiers étant classés à l'extrême-droite, souvent à tort d'ailleurs, et les seconds dans l'arc républicain, souvent à tort également. Et les racistes anciens dénoncent le racisme moderne, et les racistes modernes dénoncent le racisme ancien.

D'où une certaine incompréhension de la population quant au racisme, comment lutter contre lui, comment l'identifier, quelles sont les politiques efficaces contre lui. Donc elle se range, comme toujours, derrière la vision dominante. Derrière le racisme des anciens avant 1945, derrière le racisme des modernes après 1970. L'expression « antiracisme » ne signifie donc pas grand-chose tant qu'on n'a pas précisé si le racisme dont on parle est celui des anciens ou celui des modernes.

Ce chapitre a permis de distinguer trois démarches distinctes : raciste (ancienne extrême-droite), antiraciste (nouvelle extrême-droite) et enfin celle que nous appelons de nos vœux et qui cherche uniquement à faire baisser les discriminations et parmi elles le racisme. Les deux premières démarches nourrissent et se nourrissent d'une véritable obsession de la race, en en faisant l'alpha et l'oméga de leur politique. Racisme et antiracisme, même combat ! La troisième, basée sur la raison et une démarche scientifique, ne réduit pas l'homme à sa race. Elle reconnaît que combattre aveuglément le racisme plus que toute autre discrimination est de nature à nourrir le racisme, alors que combattre toutes les discriminations à égalité et dans le respect de la liberté de chacun est de nature à faire baisser le racisme.

Il convient dès lors de modifier la citation d'Alain Finkielkraut, « l'antiracisme est le communisme du 21^{ème} siècle », afin de mieux coller à cette nouvelle réalité. La France perdit

en 1940 à cause du moteur, qui permit à l'armée allemande de submerger notre ligne Maginot qui n'y était pas préparée⁴⁵. La guerre actuelle n'est plus physique mais informationnelle, et notre ligne Maginot c'est notre démocratie. L'antiracisme est le moteur d'aujourd'hui, qui permet à l'ennemi d'enfoncer nos défenses, qui ne s'y attendent pas. Nous allons le voir dans le chapitre suivant sur l'intégrisme religieux. L'antiracisme est donc le moteur du 21^{ème} siècle.



⁴⁵ « A aucun prix, le peuple français ne doit tomber dans l'illusion que l'immobilité militaire actuelle serait conforme au caractère de la guerre en cours. C'est le contraire qui est vrai. Le moteur confère aux moyens de destruction modernes une puissance, une vitesse, un rayon d'action, tels que le conflit présent sera, tôt ou tard, marqué par des mouvements, des surprises, des irruptions, des poursuites, dont l'ampleur et la rapidité dépasseront infiniment celles des plus fulgurants événements du passé... Ne nous y trompons pas ! Il est grand temps que la France en tire la conclusion. » Charles de Gaulle, Mémoires de guerre

Soutien à l'intégrisme religieux

Traditionnellement, parler en France d'intégrisme religieux, c'est parler d'intégrisme catholique. La France n'est-elle pas la fille aînée de l'Église ? Pourtant les choses ont évolué, au point qu'aujourd'hui l'intégrisme religieux catholique est devenu ultra-minoritaire dans le pays. Il est principalement incarné par le mouvement lefébvrisme, qui ne représente plus que quelques milliers de fidèles sur tout le territoire. L'intégrisme religieux a-t-il pour autant disparu de notre pays ? Loin de là. Mais le fait qu'il ait radicalement changé de forme et de nature pourrait faire oublier qu'une grippe est d'autant plus dangereuse qu'elle a muté, et que les anciens vaccins sont inopérants sur elle.

Ceux qui tapent à longueur de temps sur le Pape ne se rendent pas compte qu'ils collaborent à l'air du temps, drapés dans des habits de pseudo-résistants. Avec de tels résistants, pas besoin de collabos... Ces mêmes âmes pures et rebellocrates restent pourtant parfaitement silencieuses dès qu'il s'agit de s'attaquer au nouvel intégrisme religieux, sous toutes ses formes. Qu'il s'agisse de l'islam⁴⁶, du délit de blasphème ou du nouvel ordre moral, elles minimisent, relativisent, et détournent leur regard tout en invitant leurs interlocuteurs à faire de même. Pire, elles font le plus souvent tout pour favoriser voire mettre en œuvre ce nouvel intégrisme religieux. Dès lors dénoncer l'ancien dont il ne reste que des lambeaux leur permet malgré tout de faire croire qu'ils luttent contre l'intégrisme religieux. Puisqu'ils vous le disent...

L'islam

« Wikipédia est la plus grande encyclopédie mondiale, exclusivement basée sur un partage de connaissances en réseau, alimentée et surtout modérée par des spécialistes ou passionnés, toute information erronée est corrigée rapidement... Voilà comment y est définie une mosquée : "(...) **Une mosquée est devenu plus qu'un lieu de culte ; elle sert d'institution sociale, éducative et politique : elle peut, ainsi, être accompagnée d'une médresa, d'un centre de formation, voire d'une université. Elle sert aussi de lieu de rencontres et d'échanges sociaux.**"

Or quel est justement le terme qualifiant une religion ayant des prétentions politiques ? L'intégrisme. L'intégrisme n'est effectivement pas une dérive de l'islam, il en est une des principales caractéristiques. Ainsi toute compatibilité avec un système différent basé sur des consultations démocratiques et non théocratiques, sur un principe souverain monarchique ou républicain, sur un système communiste ou tout autre mode de gouvernance est inconcevable. Autrement dit, la solubilité de l'islam en Europe est impossible. »

Observatoire de l'islamisation, 13.7.2009

« L'intégrisme n'est pas la maladie de l'Islam, c'est l'intégralité de l'Islam. Il en est la lecture littérale, globale et totale de ses textes fondateurs. »

Anne-Marie Delcambre, islamologue, juriste, docteur d'Etat, L'islam des interdits, Desclée de Brouwer.

Avec la bénédiction de la nouvelle extrême-droite, notre pays s'islamise à la vitesse grand V. Immigration majoritairement musulmane, constructions de mosquées (sur fonds publics et/ou étrangers), accommodements raisonnables, voiles, niqabs et burqas qui se multiplient dans l'espace public : l'islam s'installe durablement en France. La nouvelle extrême-droite nous explique que l'islam est une religion de paix et de tolérance, qui apporte diversité et

⁴⁶ Pas l'islamisme, mais l'islam : celui du Coran, celui de Mahomet, celui de la chari'a, entre autres joyusetés.

richesse à la France, et qu'il convient d'accueillir les bras ouverts. Ils confondent et veulent créer l'amalgame entre les musulmans et l'islam, alors que les deux n'ont rien à voir. De nombreux musulmans sont pacifistes et tolérants, mais l'islam, lui, ne l'est pas.

Ce soutien total et sournois à l'intégrisme religieux incarné par l'islam est difficilement contestable, tant les élus de notre République cherchent par tous les moyens à faire savoir qu'ils ont contribué qui à la construction d'une mosquée, qui à la nourriture halal dans une cantine publique, qui à un horaire spécial pour les femmes musulmanes dans une piscine publique, j'en passe et des pires. Ils ne le cachent même pas⁴⁷, car s'il est un fait acquis aujourd'hui dans la société française, c'est que l'islam n'est pas intégriste. L'islamisme, oui, le terrorisme islamiste, oui, le salafisme, oui, le djihadisme, oui, le wahhabisme, oui, Al Qaeda, oui, les talibans, oui, les régimes des pays musulmans, oui, la chari'a, oui, la burqa, oui, le niqab, oui, l'excision, oui, la lapidation des femmes adultères, oui, la condamnation à mort pour l'apostasie de l'islam, oui, la répudiation, oui, les mariages forcés, oui, l'inégalité de l'héritage pour la femme, oui, les manifestations sportives interdites aux hommes, oui, la polygamie, oui, l'héritage double pour les garçons, oui, la minoration du témoignage juridique des femmes, oui, les tribunaux islamiques, oui, l'égorgement des bêtes sans étourdissement préalable, oui, l'interdiction du mariage d'une musulmane avec un non-musulman, oui, les massacres islamistes en Algérie, oui, mais l'islam... non.

C'est l'un des multiples pièges qui sont tendus par la nouvelle extrême-droite pour dédouaner l'islam de tout intégrisme religieux. Citons Anne-Marie Delcambre, docteur d'Etat, juriste, spécialiste de l'islam et professeure d'arabe littéraire : « Il n'y a pas d'islam modéré, il n'y a qu'une pratique modérée de l'islam ». Donc les musulmans ne sont pas forcément des intégristes, mais leur religion l'est profondément.

Tous les musulmans ne sont pas terroristes, mais la plupart des terroristes dans le monde sont musulmans. Et le terrorisme musulman ne doit pas faire oublier qu'il menace bien moins la France aujourd'hui que l'islamisation progressive et continue du pays. La nouvelle extrême-droite a tendance à user et à abuser de ce rideau de fumée du terrorisme pour cacher l'incendie de l'islamisation du pays. Les méthodes sont toujours les mêmes : intimidation, chantage, et menace.

« N'assimilez pas tous les musulmans à quelques fanatiques qui se font sauter dans la foule ! N'assimilez pas tous les musulmans à quelques fanatiques qui portent le niqab ou la burqa ! N'assimilez pas tous les musulmans à quelques fanatiques qui lapident des femmes adultères ! Vous seriez raciste ! »

Or personne ne veut assimiler les musulmans dans leur ensemble à des fanatiques. Il est toujours plus facile de combattre une image que l'on crée de toutes pièces plutôt qu'un discours rationnel, basé sur des chiffres et des témoignages précis, concrets, et sans appel.

Que les choses soient claires : l'islam est à combattre en priorité à cause de ce qu'il est, mais aussi à cause du nombre de croyants qu'il compte. Si la scientologie ou toute autre secte comptait beaucoup plus de membres que l'islam, alors les priorités ne seraient pas les mêmes. Mais voilà : notre pays compte cent fois plus de musulmans que de scientologues, idem pour le reste du monde. De même, il existe sans doute des scientologues modérés, mais cela ne fait pas de la scientologie une idéologie modérée. Et à ceux que la comparaison choquerait, je rappellerai que la télévision française ouvrait gracieusement son antenne pour la scientologie⁴⁸, et jusqu'en 1995 la scientologie était considérée comme une religion et non

⁴⁷ A quelques exceptions près, tel Jean-Christophe Lagarde, maire de Drancy, qui déclarait « *Oui, je vous ai volontairement caché que ce serait une mosquée. Je voulais montrer la normalité d'un tel projet. Et aujourd'hui, tout prouve que j'avais raison de le faire. Contrairement à tous ces maires qui annoncent dans les médias qu'ils veulent une mosquée, moi, je l'ai. Je n'ai pas voulu l'annoncer à la population car cela aurait forcément créé des tensions. De cette façon, son ouverture il y a sept mois n'a fait peur à personne. Et aujourd'hui, tout montre que c'est une réussite.* »

⁴⁸ Décembre 1975, Tribune libre, TF1

comme une secte. Avant que le grand public découvre sa véritable nature, nature que connaissaient depuis longtemps ceux qui s'étaient penchés sérieusement sur cette question... Mais notre Président Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas reçu très officiellement, alors qu'il était encore Ministre de l'Intérieur, le représentant le plus médiatique de cette « Église », Tom Cruise ?

Un débat sur la burqa comme celui lancé le 18 juin 2009 par une soixantaine de députés serait la preuve qu'on s'acharne sur l'islam et qu'on le stigmatise, et avec lui tous les musulmans. Mais personne ne répond à ces gens de la nouvelle extrême-droite que l'islam se stigmatise tout seul, et qu'on ne trouve la burqa et le niqab, accoutrements inhumains et d'apartheid sexuel, qu'en islam. Même le catholicisme le plus dur n'a jamais obligé les femmes à se couvrir entièrement d'un habit opaque, ni sous l'Inquisition, ni aujourd'hui. Et comparer le voile islamique et le voile des bonnes sœurs est profondément relativiste : « Les Occidentaux supportent très bien le voile des religieuses chrétiennes, car il se situe à l'intérieur d'une distinction entre le profane et le sacré qui leur est habituelle. Par contre, ils ne supportent pas le voile des musulmanes, car il brouille ou efface des frontières qui leur sont habituelles. En islam, toute femme adulte peut être voilée, le voile n'est pas spécifique d'une catégorie de "religieuses", catégorie qui n'existe pas en islam. »⁴⁹

Voici un autre piège que nous tendent les militants de la nouvelle extrême-droite, à savoir mettre sur un même plan judaïsme, catholicisme et islam. « Les trois religions du Livre » est l'expression con-sacrée. Pourtant l'islam ne reconnaît pas la Bible, mais le Coran. Pourtant Jésus était pour la paix et l'amour, Mahomet pour la guerre et la soumission. Pourtant la Torah doit être interprétée par tous les Juifs, mais le Coran seulement par quelques théologiens triés sur le volet. Pourtant ni le judaïsme ni le catholicisme ne condamnent à mort, contrairement à l'islam, l'apostat.

Ce dernier principe, même s'il n'est pas toujours suivi d'effets, suffit à rendre l'islam absolument incomparable avec les deux premières religions monothéistes⁵⁰. En Europe, le Conseil Européen de la fatwa et de la recherche veille, et refuse de transiger sur ce principe, prenant en otage tous les musulmans qui se prétendent tels. Le simple fait que ce principe existe terrorise les musulmans qui doivent en théorie risquer leur vie pour apostasier une religion dont ils ont le plus souvent hérité comme on hérite d'une culture. L'immense majorité des musulmans ont si bien intégré ce principe qu'ils ne sont même pas conscients de la possibilité de changer de religion. L'autocensure et la dissuasion sont bien plus fortes que toutes les lois du monde. Et les musulmans sont les premières victimes de l'islam.

L'immense majorité des musulmans, en France et dans le monde, sont profondément pacifistes, ils aiment leur famille et leurs enfants, et ils n'aspirent qu'à la même chose que les autres hommes : bonheur, prospérité et stabilité. Voilà le discours que l'on peut entendre à longueur de temps sur l'islam. C'est pourtant doublement trompeur. D'une part, ce ne sont pas les musulmans qui posent problème individuellement mais leur nombre, et leur idéologie : l'islam. D'autre part tous les pays où l'islam domine sont soit des dictatures soit des théocraties. L'islam dicte à ses adeptes de convertir un maximum de « koufars », les mécréants, les infidèles. Le paradis est à ce prix. Alors consciencieusement, les musulmans le font. Par l'exemple quand ils sont encore minoritaires⁵¹, par la force quand ils deviennent majoritaires. C'est un problème pour nos sociétés ouvertes⁵², mais la cause de ce problème est plutôt à rechercher du côté de ceux qui les laissent faire, ou pire, qui les encouragent.

⁴⁹ Ralph Stehly, professeur d'histoire des religions à l'Université Marc Bloch, cité dans *Les dessous du voile*, éditions Riposte Laïque, p. 171

⁵⁰ Sans compter que culturellement, elles ont fait la France, contrairement à l'islam.

⁵¹ Dixit Tariq Ramadan lors de sa prêche au meeting annuel de l'UOIF au Bourget en 2009

⁵² Voir *La société ouverte et ses nouveaux ennemis*, Alain Laurent, Les Belles Lettres, 2009, dans lequel l'islam a une place de choix parmi les nouveaux ennemis de la société ouverte.

Bref, du côté de la nouvelle extrême-droite. Les musulmans sont responsables mais pas coupables de l'islamisation. Les coupables sont ceux qui ont mis en place le regroupement familial en 1974, qui ont pratiqué une politique différentialiste pour les Juifs⁵³ sans se douter que les musulmans demanderaient la même pour eux, qui ont laissé rentrer une immigration majoritairement musulmane depuis 30 ans, qui ont misé par électoralisme sur les voix musulmanes, et qui ont laissé le religieux s'installer à nouveau dans l'espace public.

Aujourd'hui, de la LCR à l'UMP, la nouvelle extrême-droite fait tout pour dédouaner l'islam de son intégrisme. Alain Soral déclare lors d'une conférence avec Tarek Oubrou à Bordeaux qu'« il n'y a pas de musulmans délinquants, il n'y a pas de délinquants musulmans ». Olivier Besancenot défile avec le Hamas dans les rues de Paris sans que cela ne pose le moindre problème. Martine Aubry ouvre les vannes aux musulmans à Lille, personne ne condamne cette politique anti-laïque, ni à droite, ni évidemment au PS. En tant que chrétien, Alain Juppé condamne le Pape pour ses propos sur le préservatif mais en tant que maire de Bordeaux il encourage l'installation d'une cinquième mosquée, encore plus grande que les

convertir. » Il ajoutait : « Nous commençons à assister à ce processus en France (les autres pays européens se défendent mieux)⁵⁵. Mais c'est du rêve éveillé que de présenter un programme de fédération islamique en France, pour mieux intégrer les musulmans. Ce sera au contraire le début de l'intégration des Français dans l'islam. »

20 ans plus tard, les faits sont hélas en train de lui donner raison, avec une spécificité du discours musulman dans les sociétés occidentales qu'Ellul n'avait pas forcément envisagée : employer la langue des droits de l'homme et des valeurs occidentales. La burqa ? Une liberté fondamentale pour la femme de porter ce qu'elle a envie de porter. Avant de demander un débat en vue d'interdire la burqa en France, Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas déclaré avec son ami Obama que le voile pouvait être porté librement « s'il émanait d'un libre choix de celle qui le porte » ? C'est presque trop facile pour les musulmans de passer après ce genre de discours de la nouvelle extrême-droite.

On rassure le bon peuple : la France est une chance pour l'islam, notre pays et ses valeurs vont permettre l'émergence d'un islam des lumières, d'un islam tolérant, contrairement à ce qu'il est depuis 14 siècles partout dans le monde. Il paraît plus crédible de croire au Père-Noël !⁵⁶ Tout comme nous savions qu'aucun pays communiste n'était un pays de libertés et d'abondance, nous savons qu'aucun pays musulman n'est un pays de libertés et d'abondance. Même dans les contrées où le pétrole coule à flots, on trouve une caste de super-riches, et une majorité de la population qui meure de faim.

L'islam ne se reformera jamais, en tout cas pas dans les siècles à venir, parce qu'il est redevenu conquérant et qu'il n'a aucune raison de céder le moindre pouce de terrain aux sociétés occidentales. Au contraire ce sont elles qui se couchent devant lui, par peur du terrorisme islamique, par intérêt pour les contrats juteux avec les pays arabes, par électoralisme pour les populations musulmanes du pays où ils se trouvent, par crainte d'être traités de racistes, d'islamophobes ou d'autres noms d'oiseaux.

Quand Tariq Radaman avait déclaré au Ministre de l'Intérieur qu'était alors Nicolas Sarkozy qu'il souhaitait un moratoire sur la lapidation des femmes adultères en islam, nombreux avaient été choqués, mais pas pour la bonne raison. Le plus choquant dans le message de Ramadan venait du fait qu'il reconnaissait implicitement que l'islam ne pouvait pas se réformer en fonction du pays, mais uniquement d'une manière globale. Or vu l'état de l'islam dans les 57 pays qui constituent l'OCI⁵⁷, il n'y a absolument aucun espoir à nourrir, en tout cas dans les 100 ou 200 années à venir. Un délai dont nous ne disposons pas, ni en France ni en Europe, avant que l'islam ne se réforme, un jour peut-être... Parce qu'en attendant, des villes européennes deviennent musulmanes (Rotterdam, bientôt Bruxelles, Marseille et Roubaix), des départements deviennent musulmans (la Seine-St-Denis n'en est plus très loin maintenant), et plus l'islam progresse moins il cherche à se réformer.

Il serait toutefois stupide de reprocher aux « musulmans modérés » le fait qu'ils ne se dressent pas contre la barbarie de leur religion. Aurait-on demandé aux Français de manifester dans les rues de Paris en 42 pour le général de Gaulle ? Les musulmans sont les premières victimes de l'islam, et via le syndrome de Stockholm ils deviennent aussi les premiers bourreaux de l'islam. Ils sont prisonniers à la fois d'une idéologie rétrograde, d'extrême-droite et totalitaire, et de ses gardiens, les musulmans les plus proches de Mahomet (ceux qu'on appelle à tort les islamistes) qui sont les plus violents et qui ont la

⁵⁵ Les choses ont malheureusement évolué. La Belgique est béante face à l'islam. Idem pour les Pays-Bas. En Angleterre, un petit sursaut commence à se produire mais après des années de laxisme fou... Etc. Tout le monde est, désormais, dans le même bateau. Qui coule !

⁵⁶ Voilà ce qu'en pense le grand reporter au *Monde* Jean-Pierre Péroncel-Hugoz : « Cette civilisation de près de 1500 ans, de plus d'un milliard d'hommes, sûre et fière d'elle, comment la changerions-nous à nous seuls et selon nos idées ? C'est impensable, irréalisable : Atatürk, les chahs d'Afghanistan et les Pahlavi, qui travaillaient pourtant de l'intérieur, s'y sont cassé les dents. » *L'islam en France*, Cités hors série, pp. 304-305

⁵⁷ Organisation de la Conférence Islamique

lecture la plus littérale de l'islam mais qui n'en restent pas moins de très bons musulmans, aux yeux même du Coran. Voilà le noeud du problème, qui ne sera hélas jamais tranché. Il est donc inutile d'en vouloir aux musulmans, ils sont les otages de leur religion, dont ils ne peuvent d'ailleurs sortir qu'à condition de risquer la mort! Les rares musulmans qui osent dénoncer l'islam, Mohamed Sifaoui par exemple, qui a enquêté sur le terrorisme islamique, sont menacés de mort et lui-même a été sous protection policière pendant de nombreuses années (elle lui a été enlevée en janvier 2008 et il fut agressé en pleine rue moins de six mois plus tard). Autre exemple, un imam membre de l'UOIF s'est fait agresser en juin 2009 par des salafistes parce qu'il n'aurait pas suffisamment défendu le port de la burqa. En réalité il avait déclaré qu'il n'était pas contre le port de la burqa, il avait d'ailleurs été le seul invité du débat sur France 2 à ne pas condamner le port de la burqa⁵⁸. Derniers exemples : Messaoud Bouras⁵⁹, et Mohamed Christophe Bibb⁶⁰, tous deux menacés de mort pour avoir apostasié l'islam (alors qu'ils vivent en France !).

Il est particulièrement désarçonnant de constater que la nouvelle extrême-droite vitupère contre l'intégrisme catholique, mais qu'elle aide l'intégrisme musulman à se développer. L'homophobie des premiers est une abomination, mais l'homophobie des seconds est acceptable. La peine de mort défendue par les premiers est intolérable, mais la peine de mort défendue par les seconds est tolérable. L'interdiction de l'avortement que prônent les premiers est honteuse, mais l'interdiction de l'avortement que prônent les seconds ne pose pas problème. Le créationnisme des premiers est épouvantable, mais le créationnisme que prônent les seconds ne dérange personne. L'infériorisation de la femme des premiers est scandaleuse (alors qu'elle est quasiment inexistante aujourd'hui), mais l'infériorisation de la femme des seconds ne serait que le propre d'une minorité des musulmans. Le catholicisme est réactionnaire, mais pas l'islam. La christianophobie n'existe pas, mais l'islamophobie si. Et même ceux qui voient dans l'islamophobie un concept fumeux visant à victimiser une communauté, comme Caroline Fourest, éprouvent un plaisir non dissimulé à mettre sur un pied d'égalité les trois intégrismes, juif, catholique et musulman⁶¹. Certes, ces trois intégrismes existent, mais il existe une différence de nature entre l'islam, qui est un intégrisme en soi, et le judaïsme et le catholicisme, qui n'en sont pas. Le relativisme culturel de Melle Fourest l'amène à faire croire qu'il existerait des talibans modérés, ou des burqas light, ou des lapidations soft. Ce qui lui échappe, comme à l'ensemble de la nouvelle extrême-droite, c'est que l'islam n'est pas qu'une religion, c'est aussi une loi (la chari'a), une secte (facile d'y rentrer mais dont on ne peut sortir qu'en étant théoriquement condamné à mort), et une politique guerrière (le dâr el islam, et le dâr el harb⁶²). L'islam est le seul des trois monothéismes à ne pas avoir fait son aggiornamento laïque, mais Caroline Fourest n'en a cure. Elle préfère nous dire qu'il existe une majorité de musulmans laïques et modérés, et qu'il convient de miser sur eux pour l'avenir. Hélas ces musulmans-là sont terrorisés par les plus extrémistes, et ce sont ces derniers qui dirigent toute une communauté. L'UOIF dirige le

⁵⁸ *Mots croisés* - Faut-il interdire la burqa?, 29.06.2009

⁵⁹ <http://www.surlering.fr/article.php/id/5029>

⁶⁰ *Un Algérien pas très catholique*, éditions du Cerf, 1999

⁶¹ *Tirs croisés : La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*, Caroline Fourest et Fiametta Venner, LGF, mai 2005

⁶² « Dans le dâr el islam, l'islam règne par sa Loi et protège les minorités non musulmanes contre paiement d'une taxe (par les dhimmis = les non musulmans) ; le dâr el harb, ou espace de l'hostilité, désigne l'espace du conflit qui, au fil du temps, avec les dérives sémantiques, est devenu espace de guerre qui, avec l'adjonction du concept arabe de djihâd est devenu celui de la guerre sainte – mais il faut rendre au concept de djihâd sa valeur authentique, celle de l'effort catégorique. » Altan Gokalp, anthropologue, *L'islam en France*, Cités hors série, p. 217

CFCM, Tariq Ramadan (disciple des Frères musulmans) est l'intellectuel le plus médiatique, etc.

Le fait de minorer le danger que représente l'islam, et de le mettre sur le même pied d'égalité que le judaïsme⁶³ et le christianisme, vient à la fois d'un antiracisme idéologique (le musulman est un dominé donc il a des excuses), et d'une haine particulière envers le christianisme, symbole de l'opposition à la laïcité en France. Pourtant, force est de reconnaître que c'est en terre chrétienne qu'a pu naître la laïcité, et jamais en terre musulmane⁶⁴.

Et pendant que les églises tombent en ruine à travers la France, des financements en pagaille sont trouvés pour l'islam, notamment pour la construction de mosquées, contrairement au principe de laïcité qui devrait prévaloir. Ce phénomène est si massif et flagrant que certains musulmans eux-mêmes le dénoncent : « Au-delà du cas d'Annecy, c'est la dignité des musulmans qui est en jeu. Combien de temps encore vont-ils céder aux sirènes d'élus rompus au clientélisme et à l'islamophilie électoraliste ? Que faut-il pour que les musulmans cessent de quémander de l'aide alors même qu'ils ont largement les moyens financiers de construire en toute indépendance leurs propres édifices religieux ? Comment peuvent-ils continuer à nourrir les desseins carriéristes de tous ces députés (et/ou) maires qui n'hésitent pas à vomir sur l'islam et les musulmans au nom de la laïcité, cette même laïcité qu'ils bafouent allégrement en offrant des terrains pour la construction de mosquées ou en finançant d'une manière ou d'une autre la construction des bâtiments ? Pour être respectés, il faut être respectables. Au fond, les musulmans n'ont pas besoin de toutes ces subventions et autres financements borderline. »⁶⁵

Faut-il que les bornes soient franchies pour que même la « communauté » qui bénéficie des largesses de la République s'en offusque ! Plus que d'islamophilie, c'est d'islamomanie qu'il s'agit, suivant ainsi l'exemple anti-républicain déjà donné vis-à-vis de la « communauté » juive⁶⁶.

Dernier aspect justement, qui était propre à l'intégrisme religieux catholique en France, du moins qu'on trouvait souvent, et que l'on trouve tout aussi souvent dans l'islam : l'antisémitisme. Comment ne pas être frappé par la similitude entre les saillies antijuives de la fin du 19^{ème} siècle ou du début du 20^{ème} parmi les catholiques intégristes, et les déclarations de très nombreux musulmans en France de nos jours⁶⁷ ? La lecture du rapport Obin, un état des lieux sur l'Éducation nationale datant de 2004, fait froid dans le dos. Contestations de la Shoah, déclarations hallucinantes telles que « Hitler aurait dû aller jusqu'au bout avec les Juifs, nous les musulmans finirons le travail », peuvent être entendues dans notre pays aujourd'hui. Cela rejoint et le conflit israélo-palestinien, et le Coran qui explique très concrètement que les Juifs sont parmi les pires êtres humains et qu'il convient de les massacrer. Tâche dont le prophète lui-même s'était chargé, assassinant 900 Juifs comme l'avait notamment rappelé Robert Redeker dans un article paru dans *le Figaro*, et qui lui valut des menaces de mort. Autre exemple parmi tant d'autres, un professeur d'histoire-géographie, Louis Chagnon, a été poursuivi en justice pour avoir présenté Mahomet comme

⁶³ Judaïsme qui n'est même pas prosélyte, ce qui le différencie encore plus de l'islam dont le prosélytisme est consubstantiel.

⁶⁴ L'exception imaginaire à cette règle étant la Turquie, alors qu'en Turquie comme en Iran, l'Etat finance les mosquées. « Il n'y a pas, comme en France, d'enseignement public laïque opposé à un enseignement privé confessionnel. L'enseignement religieux est pratiqué sous le contrôle de l'Etat, qui rémunère les serviteurs du culte : les imams, muftis et autres muezzins turcs sont des fonctionnaires. » Stéphane de Tapia, chargé de recherche au CNRS, *L'islam en France*, Cités hors série, p. 50

⁶⁵ « Mosquée d'Annecy : le projet invalidé par le tribunal », Al kanz, portail des consommateurs musulmans, 17.07.2009

⁶⁶ *La judéomanie*, op. cit.

⁶⁷ Sans parler des musulmans dans le reste du monde bien sûr...

un assassin responsable de l'exécution de centaines de Juifs. Il perdra son procès en appel, pendant lequel l'avocate de la partie adverse osera dire que le massacre d'une tribu juive ne serait qu'un évènement « mineur » dans l'histoire des débuts de l'islam... Un « détail de l'histoire » en quelque sorte, et la nouvelle extrême-droite rejoint ainsi l'ancienne.

Barbara Lefebvre, professeur elle aussi d'histoire-géographie dans le secondaire, qui a collaboré à l'ouvrage collectif *Les territoires perdus de la République*⁶⁸, résume le climat en une phrase lapidaire : « la quasi-totalité des récentes violences à caractère antisémite en milieu scolaire (poursuivies ou dont nous avons reçu témoignage) est le fait de jeunes garçons et filles français d'origine maghrébine qui se déclarent de confession musulmane. »⁶⁹

La messe est dite, et la nouvelle extrême-droite ne fait aucun doute dans ce soutien à un nouvel intégrisme religieux. Le nouvel antisémitisme qu'ont révélé notamment Pierre-André Taguieff et Alain Finkielkraut est de ce fait une constituante évidente de la nouvelle extrême-droite. D'ailleurs tout comme la nouvelle extrême-droite ne nie pas l'ancienne, le nouvel antisémitisme ne niait pas l'ancien, mais constatait simplement que le nouveau était devenu plus virulent et menaçant que l'ancien.

Le Blasphème

Le nouvel intégrisme religieux de la nouvelle extrême droite s'incarne également dans un retour du délit de blasphème, qu'on croyait ne jamais revoir en France après la période des Lumières. Que nenni.

Le front cette fois est très large puisque ce sont à la fois au nom des Juifs et au nom des musulmans qu'on réclame ce délit de blasphème. Ainsi en 1990 une loi, la loi Fabius-Gayssot, a érigé en véritable religion moderne la Shoah, qu'il devenait interdit de nier sous peine d'encourir les foudres de l'Inquisition, pardon des Tribunaux. En 1996 l'écrivain Michel Tournier résuma mieux que personne ce retour du délit de blasphème : « Lisez les journaux, les livres, ils ne parlent que de Dieu. On va vers un siècle religieux, Malraux avait totalement raison. Vous n'avez qu'à voir ce qui se passe avec la loi Gayssot, qui vous punit de prison si dans vos écrits vous mettez en doute les crimes commis contre l'humanité par les nazis. C'est le retour du blasphème, ce qui était absolument impensable voilà un siècle. C'est Salman Rushdie. L'Iran a Salman Rushdie, la France a Roger Garaudy. Je suis ni pour ni contre mais je constate le phénomène, on entre vraiment dans une ère religieuse. »⁷⁰

Il y avait les hérétiques, il y a désormais les négationnistes (ou révisionnistes, c'est selon). Réviser l'histoire en fonction des découvertes nouvelles, ce qui est à la base de la recherche historique et scientifique, était par là même interdit.

Autre exemple : les caricatures iraniennes de la Shoah. Pour répondre aux caricatures de Mahomet faites par l'Occident, le président iranien décidait d'organiser un concours pour défier le blasphème occidental de la contestation de la Shoah. Des dessinateurs venus du monde entier s'en donnèrent à cœur joie pour dessiner des chambres à gaz qui n'existaient pas, entre autres choses. Pari réussi : aucun média français n'osa publier ces caricatures. Seul l'auteur de ces lignes proposa au responsable de ces caricatures d'en faire un livre, mais celui-ci refusa, ce qui permet de dire aujourd'hui qu'elles n'ont pas été censurées en France⁷¹. Ouf, l'honneur du pays est sauvé par un petit éditeur de rien du tout.

Ce concours de caricatures était donc une réaction à la déferlante qui suivit en Europe et dans le monde la publication de caricatures du prophète musulman Mahomet. Des émeutes,

⁶⁸ Editions Mille et une Nuits, 2002

⁶⁹ In *L'islam en France*, Cités hors série, PUF, 2004, p. 232

⁷⁰ Michel Tournier dans le mensuel *Lire* d'octobre 1996

⁷¹ <http://criticusleblog.blogspot.com/2009/05/la-publication-des-caricatures.html>

Idem quand nous mangeons, il faut absolument faire attention au gras, aux AJR⁸⁰, au cholestérol, aux acides gras saturés, au taux de sucre, au taux de sel, à l'amidon, et aux fruits et légumes que les publicitaires nous recommandent, forcés qu'ils le sont par la loi, de manger 5 unités par jour tout en n'oubliant jamais de faire du sport... Les femmes que peignaient Rembrandt étaient belles parce qu'elles avaient de l'embonpoint, nos femmes perdent des bons points quand elles ne ressemblent pas à une brindille anorexique !

La culpabilisation est permanente, et nous rend d'autant plus schizophrène qu'on nous pousse dans le même temps à toujours plus consommer. Les créatifs ont donc imaginé pour nous de nouveaux concepts permettant de pratiquer ce grand écart sans la moindre souplesse ni fatigue, tels que *light* (*allégé* en français), *bio* (pour biologique, comme si les autres produits étaient artificiels), ou encore **0 %** (ajoutez au choix « de matière grasse », « de cholestérol », « de goût »...). Nous avons importé cette mode des USA, en même temps que le politiquement correct (je vous renvoie au chapitre correspondant), ce qui est loin d'être une coïncidence. La France, pays historique du bien vivre et des bons vivants, du foie gras et du paradoxe français⁸¹, se plie au diktat de ce nouvel ordre moral. « C'est pour notre bien » n'a-t-on de cesse de nous répéter, alors nous y croyons comme les enfants croient au Père Noël.

Tout comme nous croyons que les radars placés sur nos routes et nos autoroutes servent à nous protéger. En réalité, ils sont surtout placés là où les accidents n'arrivent pas, mais là où les lignes droites dégagées se trouvent ! Comme l'a démontré le journaliste Jean-Luc Nobleaux dans son livre *Radars : le grand mensonge*⁸², ils servent surtout à nous ficher, à nous fliquer et à nous racketter : « Certains se battent pour le droit d'aller et venir sans être observé, mais le problème est plus large : le droit d'aller et venir lui-même est menacé. Sur le terrain, le citoyen est de plus en plus spolié, sommé de choisir entre sécurité et liberté. Problème : notre liberté se réduit comme peau de chagrin pendant que la sécurité promise se perd en route. Sous prétexte d'écologie, de solidarité, de délinquance, de sécurité routière, que sais-je, l'Etat contraint, surveille et taxe toujours plus le citoyen lambda, puis communique sur des améliorations souvent factices grâce à des chiffres et conclusions plus ou moins bidonnés. »

Répression et hygiénisme sont les deux mamelles du nouvel ordre moral que nous subissons tous quotidiennement, sans même nous en apercevoir le plus souvent tant nous l'avons intériorisé au fin fond de nous-mêmes, « pour notre bien ». Rien n'est plus faux.

Encore plus récemment, nos énarques et autres oligarques nous ont pondu un projet de loi pour taxer l'air ! Cela nous pendait au nez depuis longtemps, mais on se demandait encore comment ils trouveraient le moyen de nous faire avaler cette pilule-là. Avouez qu'il faut se lever de bonne heure. Eh bien c'est simple, prenez un ancien Premier Ministre, des raisons écologiques, faites saisir le tout au plein milieu de l'été et vous obtenez le projet de la « taxe carbone. » Par exemple on annonce une augmentation de 7 cents par litre d'essence, alors que c'est déjà le plus taxé au monde. Formidable, on en redemande !

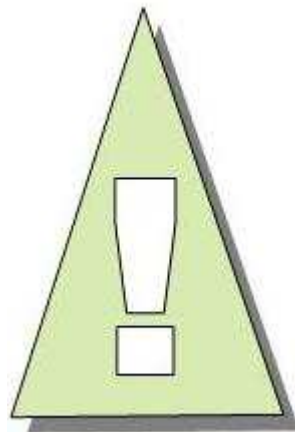
Prenons comme dernier exemple l'antiracisme, déjà abordé dans un autre chapitre mais qui a tout à fait sa place dans celui-ci aussi. Les moralisateurs sont au pouvoir aujourd'hui. Les

⁸⁰ Apport journalier recommandé

⁸¹ « Le paradoxe français (*french paradox*) est l'expression qu'emploient les anglophones et les diététiciens pour désigner une apparente contradiction entre la pratique alimentaire des français et leur santé, un terme inventé en 1992 par Serge Renaud, professeur de l'Université de Bordeaux. Il ne s'agit en fait pas du régime alimentaire de toute la population française, mais uniquement de celle du Sud-Ouest. Dans cette partie de la France, en effet, l'alimentation est globalement assez riche en matières grasses (foie gras, confit de canard) et en vins, voire en boissons alcoolisées, alors que la santé globale est assez bonne, que le taux d'infarctus est de seulement 80 pour 100 000 par an, soit 4 fois moins qu'aux États-Unis et que l'espérance de vie est 10 ans plus élevée que dans le nord-est de la France (source : *Population et sociétés*). » Wikipedia

⁸² Editions Tatamis, octobre 2009

antiracistes traquent le racisme en soi et chez les autres comme le chrétien chassait le péché en lui-même et chez les hérétiques. Mais l'aspect principal est surtout la volonté d'être fréquentable, c'est-à-dire compatible avec certaines valeurs morales. Les médias sont d'ailleurs friands de cette idée, reprochant au moindre homme politique ses fréquentations d'hommes « peu fréquentables ». Cette idée de fréquentabilité concorde avec celle d'une certaine droite bourgeoise du 19^{ème} siècle, dont le but était avant tout de ne pas faire de vagues. Une droite bourgeoise incarnée, en quelque sorte, par l'Ordre moral de Mac-Mahon... Ce procédé n'est pas sans rappeler un ouvrage qui se trouvait dans la bibliothèque des familles catholiques bienpensantes des années 1930 : ***Romans à lire, Romans à proscrire, essai de classification au point de vue moral des principaux romans et romanciers depuis l'an 1500***, d'un certain abbé Louis Bethleem. Les membres de la nouvelle extrême-droite sont devenus les abbés Bethleem de notre temps. La morale dominante aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une forme d'hérésie judéo-chrétienne. Cet ordre moral a ses petits flics (Gérard Miller, BHL, Noël Mamère, Caroline Fourest, etc.⁸³), et sa police politique (Act Up, SOS Racisme, Greenpeace, RESF, etc. qui vivent principalement de subventions publiques). Et les moutons sont bien gardés.



⁸³ la liste est trop longue pour être exhaustive

Interdiction du débat

A cause de la nouvelle extrême-droite, notre pays a perdu le goût des débats.

La télévision, qui en offrait tous les soirs ou presque dans les années 80, en est devenue avare. Finis les *Droit de Réponse*, *Ciel mon mardi !*, *Heure de vérité*, *7 sur 7* et autres *Français si vous parliez ?*, ils ont été remplacés qui par des humoristes (Laurent Ruquier), qui par des publicitaires (Thierry Ardisson, Jean-Luc Delarue), ou des journalistes devenus animateurs de divertissement (Nikos Aliagas, Michel Denisot). Seules quelques très rares émissions de débat existent encore, mais elles sont reléguées à des horaires impossibles. Là où *Droit de Réponse* avait lieu à 20h30, *l'Heure de Vérité* à 12h30 et *7 sur 7* à 19h, aujourd'hui l'excellent *C'est dans l'air* est diffusé à 17h50, quand personne n'est encore rentré du travail, et *Ce soir ou jamais* ne démarre jamais avant 23h, quand tout le monde ou presque est déjà couché. Autre signe des temps, toutes ces émissions sont en différé, à l'exception des deux citées, alors que toutes celles des années 80 étaient en direct. Symbole parmi tant d'autres de cette évolution : Christophe Dechavanne présentait une excellente émission de débat sur TF1, *Ciel mon mardi !*, il présente en 2009 *la Roue de la Fortune* et *une Famille en Or*, deux jeux x

Il serait difficile de dater précisément cette interdiction des débats, puisqu'elle fut progressive, régulière et sournoise. La censure des régimes totalitaires est devenue chez nous une auto-censure, d'autant plus difficile à identifier et donc à combattre qu'elle a lieu dans les têtes.

Il est essentiel de citer à ce sujet l'excellent et éminent sociologue Raymond Boudon dont l'analyse est particulièrement pertinente :

« Dans les régimes dits "libéraux", le conformisme, si marqué soit-il, est d'une toute autre nature. Il ne renvoie pas à une doctrine officielle appuyée sur un bras séculier ; il est insinuant et diffus. Ce conformisme constitue, lui aussi, une censure ; mais cette censure ne ferme pas les journaux, ne condamne pas les "dissidents" à la prison, à l'exil ou à l'hôpital psychiatrique. Marcuse a parlé à ce propos de "tolérance répressive".

En fait, le conformisme dans les régimes "libéraux", qui ne saurait être confondu avec le conformisme totalitaire, se caractérise par trois traits. Il s'en tient à l'implicite et préfère présenter ses dogmes comme des évidences "scientifiques", comme on le voit par l'exemple des diverses idéologies qui ont cours dans l'ordre pédagogique ou économique. En deuxième lieu, la défense du conformisme n'est pas directement assumée par l'Etat. Les "listes noires", l'étouffement par le silence remplacent le camp de concentration. En troisième lieu, la censure du point de vue cognitif constitue moins un mécanisme de répression qu'un mécanisme d'inhibition. Elle appauvrit le champ des possibles parmi lesquels notre esprit pourrait exercer sa capacité d'élection. Elle ne nous interdit pas telle pensée, elle nous détourne de nous y arrêter. Elle surveille plus qu'elle ne punit. Comme elle n'est pas strictement centralisée, elle procède par addition de biais cumulatifs, qui produisent un consensus sur des "croyances négatives" plutôt que sur des "croyances dogmatiques". »⁸⁶

Il existe ainsi quantité de débats qui sont devenus interdits, soit parce qu'on n'a pas le droit de mentionner une thèse, soit parce qu'on n'a pas le droit de mentionner le sujet. Le domaine de l'écologie est particulièrement riche en sujets du premier genre par exemple. Sur le réchauffement climatique, le développement durable, le commerce équitable, la corrida, les OGM ou encore les éoliennes, une seule version est possible, l'autre étant diabolisée. Vous niez le réchauffement climatique, même scientifiquement ? Vous êtes négationniste. Vous êtes contre le développement durable ? Vous êtes un irresponsable. Vous pensez que le commerce équitable ne l'est pas pour tout le monde ? Vous pensez mal. La corrida est importante à vos yeux, en ce qu'elle incarne une tradition et un symbole pour le combat de l'homme contre la nature ? Vous êtes un être cruel. Les OGM peuvent sauver des milliards de personnes de la famine dites-vous ? C'est utopique, en fait vous voulez affamer la planète en donnant les clés de l'agriculture mondiale à une poignée de multinationales semencières. Vous êtes contre les éoliennes ? Mais vous n'avez donc aucun cœur, ni aucun esprit pour penser une bêtise pareille ?

Ce n'est pas un hasard si les écologistes ont su empêcher tout débat serein sur les questions d'écologie. Bien que théoriquement descendants spirituels de Gandhi, ils ont déplacé la violence physique dans la violence verbale. Si vous n'êtes pas d'accord avec eux, vous incarnez le mal. Aucune discussion, aucun débat n'est nécessaire de ce point de vue, puisqu'ils ont raison, et les autres ont tort. A quoi bon débattre ? Pourtant le consensus est loin d'exister parmi les scientifiques sur le réchauffement climatique ou les OGM. Le commerce dit équitable est loin de l'être pour les paysans français qui voient des produits étrangers remplacer les leurs sur les étagères des grandes surfaces. Quant aux éoliennes, bien des faits semblent démontrer, quand on ose en prendre connaissance, que cette énergie

⁸⁶ Raymond Boudon et François Bourricaud, p. 98-99, *Dictionnaire critique de la sociologie*, éditions PUF, mars 1994

alternative est non seulement polluante, tant du point de vue du paysage que des matériaux employés, mais aussi coûteuse et génératrice de très peu d'électricité⁸⁷.

Hélas, l'écologie n'est pas le seul domaine à voir les débats se fermer les uns après les autres, sans d'autre raison que la prise de pouvoir du politiquement correct. Tous les thèmes qui touchent à la morale deviennent interdits sous prétexte qu'en en défendant une version plutôt qu'une autre, on serait réactionnaire, intégriste voire, l'expression est de circonstance, d'extrême-droite. Que ce soit la peine de mort, l'avortement, et de plus en plus l'euthanasie, il est devenu obligatoire d'être du bon côté de la barrière, car il n'y a plus de débat. Il faut être contre la peine de mort, pour l'avortement et pour l'euthanasie. Inversez un seul de ces « pour » et de ce « contre », et vous êtes dans le mauvais camp, le camp du mal, le camp honni.

Pourtant, avant l'abolition de la peine de mort par Robert Badinter, celui-ci était invité sur tous les plateaux de télévision pour en débattre, justement. Il avait face à lui un père de famille dont un enfant avait été assassiné par un multi-récidiviste, et qui expliquait qu'être pour la peine de mort était la moindre des légitimités. Aujourd'hui ce père de famille n'oserait plus dire cela devant une caméra de télévision, de peur d'être traité de tous les noms par la suite, c'est pourquoi il n'oserait même plus penser qu'il est encore possible d'être pour la peine de mort. Badinter lui-même l'a déclaré solennellement : être pour la peine de mort, c'est être contre les droits de l'homme. Fermez le ban.

D'autres thématiques sont désormais interdites de débat, cela va de l'évolutionnisme non darwinien à la pédophilie en passant par les complots, l'Islam, les Juifs, la publicité, la critique des médias, le nucléaire et tant d'autres. Un panorama bien plus exhaustif se trouvera dans le dictionnaire des débats interdits à paraître aux éditions Tatamis, pour ceux que cela intéresse dans le détail. Vous y trouverez les modalités de l'interdiction, l'historique, les arguments prohibés et bien d'autres choses encore sur les débats interdits en France. En voici un extrait particulièrement parlant :

« Des scientifiques défendant le point de vue que le réchauffement climatique n'est pas ou très peu dû à l'activité humaine se sont vus traiter de « négateur » :

« Timothy Ball, ancien professeur en climatologie à l'Université de Winnipeg au Canada, a reçu cinq menaces de mort par courriels après avoir relevé des soucis sur le degré d'influence de l'homme sur le changement climatique. L'un des courriels l'avertissait que, s'il continuait à oser prendre la parole, il ne vivrait pas plus avant pour voir le réchauffement global.

« Les gouvernements occidentaux ont tari des milliards de dollars pour les carrières [scientifiques] et les instituts et ils se sentent menacés, » a dit le professeur.

« Je puis tolérer être qualifié de sceptique parce que tous les scientifiques devraient être des sceptiques, mais ensuite ils ont commencé à nous traiter de négateurs, avec toutes les connotations à l'Holocauste. C'est une obscénité. C'est vraiment moche et personnel. »⁸⁸

Plus récemment, en France, c'est Noël Mamère qui employait ce terme à son tour : « On voit bien que le réchauffement climatique qui est à l'œuvre, quoi que dise Allègre et quelques autres négationnistes... »⁸⁹

Et encore plus récemment, le botaniste David Bellamy, auteur de 35 livres et présentateur d'émissions sur la nature pendant 10 ans à la BBC, a été viré pour avoir déclaré ne pas croire à la responsabilité de l'homme dans les phénomènes de réchauffement ou de refroidissement climatique. Cerise sur le gâteau, il avoue dans une interview du *Sunday Express*⁹⁰ avoir été accusé d'être un « Holocauste déni », négationniste en français. »

⁸⁷ Voir notamment le livre de Jean-Louis Butré, *L'imposture : pourquoi l'éolien est un danger pour la France*, Ed. du Toucan, 15.10.2008

⁸⁸ *Sunday Telegraph*, 11 mars 2007, Tom Harper, Des scientifiques menacés pour leur « démenti climatique »

⁸⁹ Le Post, interview de Guy Birenbaum, 5.03.2008

⁹⁰ Interview par Helen Dowd, 5.11.2008, <http://www.dailyexpress.co.uk/posts/view/69623>

Un débat est beaucoup plus facile à fermer qu'à ouvrir. Argumenter est un travail, mais calomnier relève d'une paresse et d'une facilité infinies. Les partisans de la nouvelle extrême-droite usent et abusent de l'anathème et de l'invective pour éviter et/ou clore le débat. Ils traitent leurs contradicteurs de nazis, d'extrême-droite, d'antisémite, de négationniste, de propos nauséabonds, etc. pour éviter d'avoir à répondre à leurs arguments dérangeants. Quand Thierry Ardisson me traite d'antisémite sur l'antenne d'Europe 1⁹¹, c'est pour ne pas avoir à répondre de l'accusation grave que je lui lance publiquement : avoir plagié 60 pages et non 6, dans 6 livres et non dans un seul comme il le prétend. Alors qu'il ignore que je suis d'origine juive et que j'ai vu une partie de ma famille partir en fumée lors de la Shoah, Ardisson s'en tire haut la main puisqu'il a fait diversion tout en se retrouvant dans la position confortable de l'accusateur. De même, Bernard Kouchner accuse Pierre Péan de verser dans l'antisémitisme alors que celui-ci vient de révéler des agissements pour le moins compromettants pour le ministre des affaires étrangères, mais le tort de Péan serait d'avoir employé le terme « cosmopolitisme ». Dernier exemple, Claude Ribbe accuse Dieudonné d'être antisémite et d'alimenter une hiérarchie des souffrances. Pourtant le livre de Ribbe, *Le Crime de Napoléon*, compare la Shoah à l'esclavage, Napoléon à Hitler et les gaz dans les bateaux de négriers aux chambres à gaz. Pire encore, il est le nègre littéraire du général Aussaresses, tortionnaire en Algérie. Plus on a de choses à cacher, plus on a la gâchette rhétorique facile.

Il est si facile de créer des boucs émissaires, d'hurler avec les loups et de chasser en meute. Autrefois, les Juifs étaient les principaux boucs émissaires, ce qui aurait dû nous faire comprendre que cette méthode était à proscrire. Pourtant dans notre société actuelle, on cherche systématiquement un bouc émissaire au moindre dysfonctionnement, au lieu de formuler un raisonnement cohérent et argumenté, loin des personnes et proche des faits. Or le débat est impossible dans un système basé sur les boucs émissaires. Seule la violence est possible, physique et/ou verbale selon les cas. Et c'est normal : quand on ne débat plus, on en vient aux mains.

Même dans le cas où il y a violence, celle-ci n'est pas condamnée puisqu'elle s'exerce au nom du Bien contre le Mal, de la lumière contre les ténèbres, de la vérité contre le mensonge. Toujours ce même ressort psychologique permettant de tout justifier. Ainsi quand Jacques Chirac refusa de débattre avec Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de 2002, personne ne lui en tint rigueur. Il n'allait pas donner à la bête immonde le moindre temps de parole, c'eût été jouer son jeu. La démocratie et ses règles ne comptaient plus, car au nom de la démocratie il fallait bafouer l'une de ses règles les plus importantes : le débat.

Ainsi les grands médias, presse, radio, télévision, organisent et assurent désormais la pauvreté des débats, en limitant la diversité des invités, en limitant les débats, en limitant les directs, en limitant la prise de parole du peuple. On invite quelqu'un à venir parler dans le poste non pas pour la qualité et/ou l'importance de ce qu'il a à dire, mais parce qu'il connaît bien le présentateur de l'émission, ou qu'il lui a rendu un service, ou qu'il lui en rendra un. On voit toujours les mêmes, ces invités qui ont leurs ronds de serviette dans les émissions les plus regardées, et généralement plus ils sont invités moins ils ont de choses importantes, intéressantes ou utiles à dire. La liste des intellectuels n'étant jamais passés à la télévision est longue, bien plus que la liste de ceux qui y passent une fois par semaine, par mois et par an réunis. Le sociologue Raymond Boudon, cité précédemment, n'est passé qu'une seule fois à la télévision française alors qu'il est un des sociologues français les plus connus et reconnus dans le monde. Qui plus est, lors de son passage télévisé, en 1985, il avait face à lui un certain Bernard-Henri Lévy, qui lui coupa sans arrêt la parole. Tout un symbole.

Serge Halimi l'avait bien fait remarquer dans son petit ouvrage *Les nouveaux chiens de garde*, même s'il faut bien dire que lui-même refuse les débats télévisuels au prétexte qu'il lui

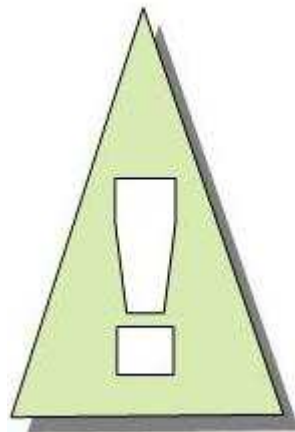
⁹¹ Le 16.09.2005, dans l'émission de Jean-Marc Morandini

faudrait plus de temps de parole qu'à ses contradicteurs, vu le déficit de temps de parole qui existerait déjà au préalable. En raisonnant comme cela, on n'arrive pas à grand-chose.

Pour qu'il y ait débat, encore faut-il qu'il y ait des débatteurs ! Justement, le problème de notre société libérale vient du fait qu'un consensus mou s'impose de lui-même sur tous les esprits, qui ne veulent plus s'opposer, mais vivre en paix. La politique n'est pourtant rien d'autre qu'une lutte d'intérêts, de pouvoirs et de visions contradictoires de la société ! Mais une société pacifiée fuit le débat parce qu'elle fuit le conflit. L'unanimité doit régner, et celui qui brise cette unanimité est montré du doigt comme étant extrémiste, marginal, anormal ou violent. C'est donc le contraire de la diversité prônée à longueur de temps.

Nous avons vu que ceux qui dénoncent le plus l'extrême-droite sont eux-mêmes le plus d'extrême-droite, de même, ceux qui dénoncent le plus la pensée unique sont ceux qui cherchent le plus à l'imposer et à la maintenir en place. « Pensée unique » est une expression parfaite pour tous les manipulateurs en herbe, car elle peut vouloir dire tout et n'importe quoi. Tout le monde est d'accord pour critiquer la pensée unique, mais personne ne veut voir cette pensée unique de la critique de la pensée unique.

Nous baignons dans un monde orwellien sans même nous en rendre compte, ce qui démontre la réussite de l'entreprise et la vision de l'écrivain de **1984**. Le nazisme révolte tout le monde car il était une hygiène du corps, par contre notre système ne révolte personne alors qu'il est une hygiène de l'esprit. Les pensées étant la mère des actes, il ne devrait pourtant pas être plus grave de liquider des corps que de liquider des idées. Ce que les anglo-saxons nomment le « brainstorming », littéralement la tempête des cerveaux, et qui signifie qu'on peut dire toutes les idées qui nous passent par la tête, s'est transformé en « brainwashing », littéralement le lavage de cerveaux. Et tant qu'il a du pain et des jeux, le peuple s'en contente, comme jadis à Rome. Gare à la chute...



Conclusion

Ce petit livre a pour vocation principale de rendre consciente une politique d'extrême-droite menée inconsciemment jusqu'à aujourd'hui. Désigner des coupables n'a jamais empêché d'être coupable soi-même, même si cette technique permet de le faire croire. Certes, les coupables désignés l'étaient bien en partie, sinon l'accusation n'aurait pas tenu aussi longtemps. Mais ils l'étaient beaucoup moins que ceux qui les désignaient, car ces derniers étaient aux manettes. Résultat : ancienne et nouvelle extrême-droite ont détourné notre attention de la démocratie et de ses valeurs.

C'est un phénomène classique de la vie intellectuelle et médiatique moderne : deux thèses caricaturales s'opposent et envahissent l'espace public, étouffant toute voie médiane et équilibrée. Ainsi en va-t-il de l'ancienne et de la nouvelle extrême-droite, qui nous mènent ensemble par le bout du nez depuis des décennies.

Avec la mort de l'ancienne extrême-droite et l'apparition au grand jour de la nouvelle, notamment grâce à ce livre, chacun va désormais pouvoir choisir son camp, en toute connaissance de cause. Peu importe celui dont il vient, ou auquel il a appartenu. Peu importe l'étiquette qui lui fut collée, ou qu'il a revendiquée, extrême-droite, droite, gauche, extrême-gauche, gaulliste, socialiste, trotskyste, libéral, etc. Seul compte le camp qui sera rejoint maintenant, et il n'y en a que trois : l'ancienne extrême-droite, la nouvelle extrême-droite, et la résistance.

L'ancienne extrême-droite, ce mélange particulier d'idées aussi bien nationales que nationalistes, républicaines que racistes, de lutte contre l'immigration et contre le complot judéo-maçonnique... Son slogan : la France aux Français de souche.

La nouvelle extrême-droite, ce mélange tout aussi particulier d'idées européennes aussi bien qu'anti-démocratiques, républicaines que racistes, de lutte contre la liberté d'expression et contre la culture française... Son slogan : pour vivre heureux, vivons couchés.

Enfin, ce que nous appellerons par respect pour nos glorieux aînés la résistance, qui cherche toujours la troisième voie entre les deux extrêmes, la voie de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité sans oublier la laïcité. Son slogan : la modération se défend fermement.

Des défis immenses nous attendent, le premier en urgence et en importance étant sans doute l'islamisation complète du pays et du continent. Il ne tient qu'à nous de décider de les relever ou de laisser la barque France dériver au gré des courants du monde. L'analogie avec juin 1940 est frappante, tant l'union des résistants de tous bords politiques devra se faire si nous souhaitons parvenir à redresser la situation, comme naguère le général de Gaulle. Il s'agit d'une nouvelle guerre mondiale, qu'on le veuille ou non, contre cette nouvelle extrême-droite qui s'est servie et se sert de l'ancienne pour aller toujours plus loin dans son projet délirant de faire disparaître les nations dans un gouvernement mondial ou, plus probablement, un califat mondial.

Nous vivons un nouveau Munich. En 1938, les gens d'extrême-droite étaient en fait ceux qui se sont alliés ou couchés devant Hitler, et qui ont permis la défaite de 40 et la Shoah. Or cette extrême-droite couvrait quasiment tout le spectre politique, comme aujourd'hui. La comparaison s'arrête là, puisque ce n'est ni Hitler ni la Shoah que nous avons à éviter, mais d'autres forces et un tout autre contexte politique, économique et social. Nul ne peut prédire si ce qui arrivera sera meilleur ou pire que les horreurs de la seconde Guerre Mondiale, mais il faut se préparer à toute éventualité. Espérer le meilleur, mais s'attendre au pire.

Par ailleurs la signature des accords de Munich prit moins d'une heure, alors que le nouveau Munich que nous connaissons dure depuis des années. En tout cas il ne sert à rien de commémorer la Shoah si l'on ne se rappelle pas qu'elle n'aurait peut-être pas eu lieu sans les accords de Munich : « Les peuples européens ont un défaut majeur : ils choisissent leur mémoire. La commémoration des crimes nazis contre l'humanité est un impératif absolu. Il est dommage qu'on oublie une autre commémoration, celle qui aurait pu les empêcher. Les accords de Munich signés par la France et la Grande-Bretagne avec Adolf Hitler sont une erreur majeure. Les peuples européens ont validé ce jour-là avec enthousiasme la signature de ces accords dus à la lâcheté des démocraties occidentales, qui encouragèrent Hitler à se lancer dans la Seconde Guerre mondiale. Le résultat de cet hymne à la paix chanté à Paris et à Londres lors du retour du président du conseil Daladier et du premier ministre britannique Chamberlain, se chiffre à 50 millions de victimes. Une telle erreur ne doit pas se répéter. »⁹²

Aujourd'hui, on passe aux enfants dans les écoles le film de neuf heures de Claude Lanzmann, Shoah, mais aucun de nos jeunes ne connaît *Le chagrin et la pitié*, film de quatre heures (seulement) sur la résistance et la collaboration, bien plus proche de la réalité sur la complexité de la guerre. Le film fut même interdit à la télévision jusqu'en 1981, car il donne une vision très négative d'une partie de la population française, plus tournée vers Pétain que vers de Gaulle. Mais même cela ne semble pas suffire à la propagande d'extrême-droite actuelle, qui le trouve trop indulgent puisqu'il ose parler de la résistance française aussi. *Shoah* n'en parle pas, il ne dit mot des 226 000 Juifs de France protégés par les Français, et présente les Français comme complices du génocide. Il ne dit mot du fait incontestable que la France, par elle-même, ne déporta aucun Juif ni avant l'occupation allemande, ni après. Alors que *Shoah* permet de s'émouvoir mais pas de comprendre, *Le chagrin et la pitié* permet de comprendre et de voir la complexité à l'œuvre dans une société humaine, pendant une guerre et une occupation, mais aussi et surtout après. Une société majoritairement d'extrême-droite favorise l'émotion sur la raison, le constat sur la compréhension du constat, la guérison sur la prévention.

Souvenons-nous de l'Histoire pour qu'elle ne se répète pas. Il convient d'en comprendre les mécanismes, non de s'attacher à des noms ou à des concepts. Les noms et les concepts changent, pas les mécanismes. Et quand on parvient à identifier un mécanisme dans l'histoire, notre rôle est de coller les nouveaux noms et les nouveaux concepts du moment.

« Aujourd'hui, l'antifascisme endort plus qu'il ne rend vigilant, s'il nous fait porter le regard toujours sur la renaissance du nazisme en Allemagne, sur les groupuscules de nazillons français, sur les menaces qui viennent du désert des Tartares, et nous détourne l'esprit de l'énorme puissance impériale qui ne cesse de s'accroître... Il n'est nullement impossible qu'apparaisse une nouvelle puissance totalitaire. Mais, de même que le virus d'une grippe vaincue est impuissant à ravager l'organisme désormais immunisé, il est hautement improbable que l'ancien virus fasciste brise nos défenses. C'est une structure virale inconnue qui provoque l'épidémie nouvelle. Alors, plutôt que de veiller sur les anciennes lignes Maginot de l'antifascisme, il nous faudrait, comme l'a dit Gianfranco Sanguinetti, « craindre ce qu'on ne connaît pas et connaître au plus vite ce qu'il faut craindre aujourd'hui. »⁹³

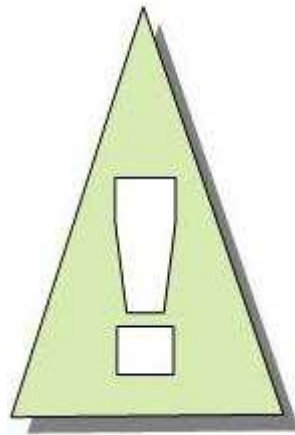
Ce qu'il faut craindre aujourd'hui, c'est la nouvelle extrême-droite. Intéressant que Morin parle de la ligne Maginot, car s'il est un symbole de l'échec de cette vigilance, c'est bien Léon Blum. Triomphant en 1936, il n'a pas su comprendre la nouvelle menace qui visait la France, et qui allait contourner la fameuse ligne Maginot trois ans plus tard. On peut encore

⁹² Christian Harbulot, éditorial de février 2005 du site www.infoguerre.com, repris dans *La main invisible des puissances - Les Européens face à la guerre économique*, éditions Ellipses, collection Mondes réels, p. 143, juin 2005

⁹³ Edgar Morin, *Pour sortir du 20^{ème} siècle*, p. 64 de la version poche.

aujourd'hui visiter sa geôle au camp de Buchenwald, où il fut déporté, ce qui témoigne pour toujours de la faute historique d'un homme de bonne volonté. Et sa rencontre avec le général de Gaulle en 1936 est fort instructive de ce point de vue également :

« J'avais eu, pourtant, quelque espoir. Dans le grand trouble qui agitait, alors, la nation et que la politique encadrait dans une combinaison électorale et parlementaire intitulée : front populaire, il y avait, me semblait-il, l'élément psychologique qui permettait de rompre avec la passivité. [...] Au mois d'octobre, Léon Blum, président du Conseil, m'invita à venir le voir. [...] Avec chaleur, Léon Blum m'assura de l'intérêt qu'il portait à mes idées. "Pourtant, lui dis-je, vous les avez combattues." - "On change d'optique, répondit-il, quand on devient chef du gouvernement." [...] "Notre actuel système nous interdit de bouger. Au contraire, le corps cuirassé nous y déterminerait. N'est-il pas vrai qu'un gouvernement peut trouver quelque soulagement à se sentir orienté d'avance ?" Le président du Conseil en convint de bonne grâce, mais déclara : "Il serait, certes, déplorable que nos amis d'Europe centrale et orientale soient, momentanément, submergés. Toutefois, en dernier ressort, rien ne serait fait, pour Hitler, tant qu'il ne nous aurait pas abattus. Comment y parviendrait-il ? Vous conviendrez que notre système, mal conformé pour l'attaque, est excellent pour la défense." Je démontrai qu'il n'en était rien. »⁹⁴



⁹⁴ Général De Gaulle, Mémoires de guerre, p.28-29, éditions pocket

Annexe : politique fiction

REVISITONS LE PASSÉ À LA LUMIÈRE DU PRÉSENT

Nous sommes en juillet ou août 1939 (il y a juste 70 ans !) et il y a en Europe de l'ouest quelques millions d'Allemands qui vivent dans nos pays (grâce, souvent, à nos aides sociales), certains ayant même la double nationalité, allemande et celle de leur pays de résidence. Certes, ils ne sont pas tous acquis au national-socialisme, mais, sauf rares exceptions, ils ne peuvent trop en médire, vivant sous l'œil vigilant des agents hitlériens infiltrés chez nous, voire que nous recevons à bras ouverts, car, nous, nous sommes des démocrates.

En cas de mobilisation générale, nombre d'entre eux seraient appelés sous les drapeaux (français, belges, néerlandais, etc.) ? Ne leur faisons pas d'avance un procès d'intention. Vous verrez, si cela s'avérait nécessaire (mais avec la politique que nous menons, jamais il n'y aura la guerre) ils seront loyaux à l'égard de leur nouvelle patrie. Quant à ceux qui ne voudront pas se battre, il suffira de les affecter dans les services auxiliaires, ou, tout simplement, de les réformer ; on trouvera bien un prétexte.

L'important, c'est d'éviter toute critique du national-socialisme. Il faut respecter cette doctrine qui prêche la prospérité pour tous. Certains se prétendent nazis et prônent la violence et toute sorte d'excès, mais ils sont l'exception et interprètent mal les textes fondateurs comme *Mein Kampf*, par exemple, qui ne revendique que le bonheur pour la nation germanique et la fraternité de tous les peuples européens. Il y a des excès, mais nous les condamnons. Le militarisme, c'est mal, les camps d'extermination c'est mal, la politique eugéniste, c'est mal, l'exaltation de la «race» aryenne, c'est mal, etc. mais le national-socialisme, c'est bien ! N'en disons pas de mal. D'ailleurs, c'est interdit. Il ne faut pas se livrer à de la naziphobie primaire, qui n'est, finalement, que du racisme déguisé.

Hitler exagère un peu, c'est vrai, mais il ne faut pas oublier les quelques dizaines de millions d'Allemands doux, pacifiques, cultivés, qui ne rêvent pas que de plaies et bosses ! Alors, pour une poignée d'individus excités, comme Hitler, Göring, Goebbels, Himmler et quelques autres (une poignée de gens, c'est tout !) va-t-on rejeter tout un peuple pacifique qui ne veut que vivre en harmonie avec nous ? Il ne faut pas faire d'amalgame : tous les Allemands ne sont pas nazis, loin de là ! N'injurions pas tout le peuple allemand à cause d'une infime minorité d'excités.

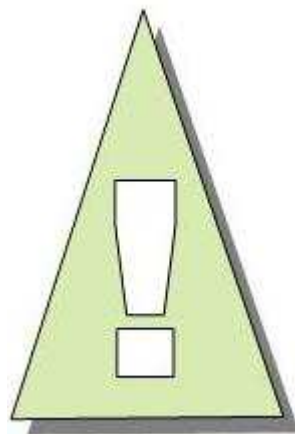
Dire du mal des idées et des propos du Führer, et plaider pour une certaine méfiance envers son pays, susciter la crainte qu'Hitler envoie tous ces braves Allemands à l'assaut de notre pays, oui c'est du racisme, car c'est jeter l'opprobre sur tout un peuple dans son ensemble en raison des égarements de quelques uns. Un tel comportement est, de plus, criminel : en effet, imaginer des troupes allemandes et nazies envahissant l'Europe est injurieux pour la grande masse des Allemands, pour le peuple de Goethe, de Schiller et de Wagner, peuple romantique et cultivé, qui n'est certainement pas belliqueux ; ce serait prêter à ce peuple, de façon arbitraire, des intentions qui ne sont pas les siennes. Il ne faut pas faire d'amalgame avec la clique de dévoyés qui entoure le Führer et qui ne représentent qu'eux-mêmes. Cela pourrait vexer les Allemands (et à juste titre !) de s'entendre « amalgamés » à ces extrémistes. Cela pourrait les conduire à se radicaliser, donc à suivre les dirigeants hitlériens dont, pourtant, ils ne partagent pas toutes les idées.

La naziphobie mène à la guerre. Au contraire, il faut poursuivre dans l'esprit de Munich, aller plus loin encore sur le chemin de la paix et de l'amitié entre les peuples. Ainsi, par exemple, répondons favorablement à la requête présentée par l'association de jeunesse « Europe-Thulé » de financer des camps de vacances pour les Jeunesses hitlériennes sur les

territoires de nos pays, où ces garçons sains et vigoureux pourront recevoir un entraînement sportif (et accessoirement militaire). Incitons nos jeunes à les rencontrer et à les écouter. Ce sera une occasion d'échanges et d'enrichissement réciproque. Ainsi, disparaîtra la haine absurde qui ronge nos peuples depuis 1871 ! Il est temps d'en finir avec cette plaie ! Exaltons l'amitié avec l'Allemagne, fût-elle nazie, et pour bien prouver notre sincérité, supprimons quelques divisions et taillons dans ces improductives dépenses militaires qui ne servent à rien, puisque nous nous aimons tant. Tant de gentillesse et de complaisance envers le Führer finira bien par le désarmer, dans tous les sens du terme. C'est la seule voie possible.

Et si Hitler attaque quand même ? Dans le cas où cette hypothèse, au demeurant absurde, se réalisait, il suffirait de capituler sans attendre et de signer un armistice, et plus une goutte de sang ne coulerait. C.Q.F.D. Et, au moins, il ne se trouverait pas un seul imbécile pour poursuivre les hostilités au nom d'une prétendue Résistance.

Dix ans plus tard, nous aurions de belles autobahn et, accessoirement, nous serions débarrassés des Juifs. Que souhaiter de mieux ? Tout va bien.



Rappel

Nous vous rappelons que cet ouvrage vous est offert par les Editions Tatamis, dont Jean Robin est le gérant.

Lisez-le, téléchargez-le, envoyez-le, offrez-le, faites-le lire, il est en version numérique pour qu'un maximum de personnes puissent le lire et le faire lire.

Nous avons opté pour ce format car nous pensons qu'il s'agit d'un livre et d'un concept majeurs, que chacun devrait au moins connaître sinon partager. C'est un véritable changement de paradigme, toute notre vision politique s'en trouve changée, quel que soit notre camp.

Les Editions Tatamis ont été créées en avril 2006 pour permettre à des manuscrits refusés partout ailleurs pour de mauvaises raisons (politiquement correct, pressions diverses) bien que légaux et souvent d'actualité d'être publiés.

N'hésitez pas à en parler autour de vous et à le diffuser.

Vous pouvez aussi faire un don aux Editions Tatamis par paypal à l'adresse suivante :
editions.tatamis@gmail.com

Vous pouvez aussi vous procurer un ou plusieurs ouvrages des Editions Tatamis sur le site :
<http://www.tatamis.fr>

Vous pouvez enfin souscrire pour 5 ans aux Editions Tatamis, et recevoir tous les livres déjà parus et tous les livres à paraître aux Editions Tatamis pendant 5 ans :
<http://www.tatamis.fr/virtuelle.php/id/111214>

Merci pour votre soutien, Tatamis ne repose que sur ses lecteurs, souscripteurs et généreux donateurs pour vivre.

PS : ce livre a vocation à être lu dans le monde entier mais aussi dans toutes les langues possibles, donc des traducteurs bénévoles sont les bienvenus pour traduire et adapter ce livre dans leur langue maternelle. Ils peuvent se manifester une fois que la traduction est faite à l'e-mail editions.tatamis@gmail.com, nous ferons la publicité de ces versions-là aussi.